Hebdomadaire
Belgique • België
P.P.
Bruxelles X
10/1337
Dépôt légal: Bruxelles X

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique PTB
Rédaction: Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles • 02/513.66.26 • N° 17 • 28 avril 1999 • 29ème année • 40 F
Fax: 02/513.98.31 • E-mail: solidaire@ptb.be • Internet: http://www.ptb.be/solidaire.htm • Numéro 1276

Fête du 1er Mai du PTB

Le plus grand 1er Mai de Belgique

VUB - Auditorium Q
Avenue de la Plaine
1050 Bruxelles
A partir de 11h

DOSSIER ÉLECTORAL: ENSEIGNEMENT
Quelle école pour quelle société? pp. 10-13

EUROPÉENNES
D'Orazio à Strasbourg, possible? p. 4

JUSTICE
Tinny Mast ne peut avoir accès au dossier de ses enfants p. 6

SPLINTEX
Accusés d'avoir volé deux rouleaux de papier p. 7

SANS-PAPIERS
24 heures avec les grévistes de la faim p. 8

JEUNES
• Ecolo n'est pas une alternative pour la jeunesse p. 20
• Onze jeunes candidats PTB se présentent p. 21

YOUGOSLAVIE
• Comment constituer un front contre la guerre p. 5
• Les dessous de l'histoire Yougoslavie-Occident (1941-1998) p. 9
• Huit questions que chacun se pose sur la guerre p. 10
• Le professeur Peemans (UCL) démonte l'argument humanitaire p. 16
• Les accords secrets de Rambouillet: un plan d'occupation de toute la Yougoslavie p. 17

Aidez la population yougoslave

Bombes de l'Otan sur la TV yougoslave *RTS*. La Fédération Internationale des journalistes a réagi avec indignation. *(Photos: www.beonet.yu)*

Contre la folie de la guerre, aidons toutes les victimes

BERT DE BELDER, ALICE BERNARD

Des campagnes humanitaires massives pour les réfugiés du Kosovo se sont déroulées dans tout le pays. Entre-temps, l'Otan fête son 50e anniversaire en intensifiant les bombardements et en décrétant un embargo pétrolier. Pour mettre fin à la misère de la guerre, il faut arrêter l'Otan. Mais une aide humanitaire à toutes les victimes est aussi indispensable.

Catastrophe pour tous les Yougoslaves

L'Otan bombarde systématiquement des civils

Dans la nuit du 22 au 23 avril, les bombes de l'Otan ont détruit l'édifice de la télévision yougoslave. Au moins 10 personnes, parmi lesquelles des journalistes, ont été tués.

Il était impératif pour l'Otan d'éliminer cette source d'informations qui -même de manière limitée- était reprise par un nombre croissant de chaînes télévisées étrangères ces dernières semaines. La veille, les bombardements de l'Otan avaient déjà fait dix morts et seize blessés dans un immeuble de la région de Dakovica, au Kosovo. Le bâtiment abritait des réfugiés serbes chassés par les Croates dans la région de la Krajina en 95. Le bâtiment avait été signalé comme tel aux organisations internationales et aux observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Osce) présents au Kosovo. Dans les environs, aucune cible militaire.[1]

Nous reproduisons ci-dessous un aperçu des horreurs provoquées par les bombardements.[2]

• Durant le premier mois de guerre, l'Otan a effectué 10.000 attaques impliquant 800 avions. Plus de 2.500 missiles Cruse ont été tirés et les avions ont déversé plus de 7.000 tonnes d'explosifs.

• Ces bombardements ont fait quelque 1000 morts et plus de 4.500 blessés parmi la population civile.

• Les bombardements menacent l'approvisionnement en eau d'1 million de Yougoslaves.

• 500.000 ouvriers ont perdu leur emploi, ce qui prive 2 millions de personnes de source de revenus.

• Les bombes de l'Otan ont détruit 18 ponts et endommagé 12 autres.

• 16 gares, 6 axes routiers et 7 aéroports ont été touchés.

• 51 usines et 18 dépôts de carburants et de produits chimiques ont subi d'importants dommages.

• 21 hôpitaux et centres médicaux ont été touchés, ainsi que plus de 200 établissements scolaires, outre les habitations de dizaines de milliers de personnes.

• 27 monuments culturels, historiques et religieux ainsi que des musées sont endommagés, parmi lesquels le monastère protégé de Gracanica datant du 14e siècle.

• Le dommage s'élève déjà à plus de 370 milliards FB.

Uranium appauvri

Les bombardements provoquent également une catastrophe écologique. Des milliers d'hectares de terres agricoles, de nombreuses rivières, des lacs ainsi que la nappe phréatique sont pollués par des produits chimiques. Lorsque l'Otan a bombardé le complexe pétrochimique de Pancevo, le 18 avril, un énorme nuage toxique s'en est dégagé. Le ministre serbe de l'environnement a déclaré que le volume de poussières cancérigènes dans l'air était 7.200 fois supérieur au niveau autorisé. Le ministre macédonien de l'environnement s'inquiète lui aussi de la quantité des poussières cancérigènes emportées par le vent au-delà de la frontière.

Les munitions des avions A-10 de l'Otan contiennent probablement de l'uranium appauvri. Ce produit combine les effets néfastes des radiations à ceux des métaux lourds. En Irak, l'usage de l'uranium appauvri par les forces occidentales a provoqué une énorme hausse des cas d'enfants morts-nés, de malformations congénitales, de leucémies et autres cancers.

La BBC a demandé à un porte-parole de l'Otan si on utilisait de l'uranium appauvri.

- Réponse: *«L'Otan n'utilise pas d'armes nucléaires.»*

- BBC: *«Merci, mais vous ne répondez pas à la question.»*

Pas de réponse, seulement un sourire. L'Otan a envoyé un fax à la BBC en précisant: *«L'uranium appauvri ne figure pas dans l'inventaire des munitions des Etats-Unis. Mais il n'est pas opportun de révéler quels types de munitions nous utilisons, ni où nous les utilisons.»*[3] Inutile de faire un dessin.

1. *Tanjug*, 22 avril 1999. • 2. *Ministère yougoslave des Affaires étrangères*, 25 avril 1999. • 3. *BBC World Service*, 19 avril 1999

Médecine pour le Tiers Monde lance une campagne humanitaire

Seule manière de mettre fin au drame des Balkans: obtenir l'arrêt des bombardements. Mais entre-temps, la misère de centaines de milliers de personnes nous oblige à offrir une aide concrète et directe.

La plupart des organisations humanitaires s'adressent unilatéralement aux Kosovars albanais des camps de réfugiés d'Albanie et de Macédoine. Ceux-ci sont souvent patronnés par l'Otan et bénéficient de l'attention des médias. Mais les vicitmes et les réfugiés à l'intérieur de la Yougoslavie reçoivent très peu d'aide.

Le 1er avril, la Croix Rouge yougoslave a lancé un appel à aider les 11 millions d'habitants et les 700.000 réfugiés et exilés présents en Yougoslavie. Les enfants, vieillards et malades souffrent terriblement de la guerre. Or beaucoup d'organisations humanitaires ont quitté le pays. La Croix Rouge demande médicaments, vivres ou aide financière pour les victimes civiles, quelle que soit leur nationalité.

L'asbl *Aide aux Victimes de Guerre* a répondu à cet appel. Jacques Gilson et sa femme Svetlana avaient déjà acquis une expérience lors des précédentes missions humanitaires en Yougoslavie.

Jacques. *«Nous sommes allés en Bosnie et en Serbie à plusieurs reprises. A Bratunac, il y avait de nombreux réfugiés provenant de Sarajevo. Nous leur avons distribué l'aide nous-mêmes, assistés par les autorités locales, un prêtre et un responsable du camp de réfugiés de Srebrenica. La distribution s'est donc faite de manière correcte. Nous avons remis les médicaments aux hôpitaux et centres médicaux.*

La Serbie est la seule république de l'ex-Yougoslavie ayant conservé son caractère multi-ethnique. Ainsi, 10% de l'aide fournie était destinée aux musulmans. Certaines femmes musulmanes et leurs enfants recevaient de l'aide, alors que leurs maris se battaient contre les Serbes. Tous sont traités au même titre, comme victimes de guerre.»

Médecine pour le Tiers Monde lance également une campagne d'aide aux victimes de la guerre, en collaboration avec la Croix Rouge yougoslave.

• Vous pouvez acheter des bons de soutien (100 FB) ou en vendre (disponibles à l'adresse de tous les Comités contre la guerre et dans toutes les maisons médicales de Médecine pour le Peuple, adresses p. 23). Avec 100 FB, on peut acheter 20kg de farine en Hongrie.

• Une carte 'cible' avec l'inscription *«Non à la guerre, non à l'Otan»* est détachable du bon. Vous pouvez la porter sur vos vêtements.

• Vous pouvez également verser une somme au compte 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde, avec la mention 'Yougoslavie'.

• Denrées alimentaires et médicaments sont rassemblés par l'asbl Aide aux Victimes de Guerre. Tél. ou fax: 010/61.57.46.

Jacques Gilson et son épouse Svetlana lancent un appel à aider toutes les victimes de la guerre, quelle que soit leur nationalité. (*Photo Solidaire*)

Nikola Cicanovic, ambassadeur de Yougoslavie auprès de l'Union européenne

«Tous les peuples peuvent coexister en bons voisins»

Nikola Cicanovic. *(Photo Solidaire, Bert De Belder)*

J'ai rencontré l'ambassadeur yougoslave le lendemain du bombardement des studios de la télévision yougoslave. Il me confie: *«Des équipes de sauveteurs sont encore à la recherche de survivants dans les décombres. C'est terrible. Au moins 15 morts, parmi lesquels des journalistes, des techniciens... Manifestement, l'Otan ne recule devant rien.»*

N. Cicanovic. 11 millions de Yougoslaves sont la cible de l'Otan. Tout ce que nous avons construit depuis la Seconde Guerre mondiale est détruit. Les agresseurs dissimulent cette réalité en désignant toutes les cibles et victimes civiles comme 'dommages collatéraux', c'est-à-dire erreurs secondaires et regrettables.

Aujourd'hui, l'Otan affirme qu'elle intervient pour des raisons humanitaires, mais son explication a souvent changé. D'abord, c'était parce que nous refusions de signer 'l'accord de Rambouillet', accord inexistant. Ensuite, c'était pour briser le pouvoir du président Milosevic. Plus tard, il s'agissait d'empêcher une catastrophe humanitaire et aujourd'hui, il s'agit de protéger les réfugiés que l'Otan a chassé de leurs maisons par ses propres bombardements!

Les Occidentaux prétendent que la Yougoslavie organise une épuration ethnique systématique...

N. Cicanovic. Lorsque vous savez qu'un tiers de la population yougoslave est constituée de minorités nationales, vous pourrez évaluer le ridicule de cette allégation. Il nous faudrait expulser ou assassiner un Yougoslave sur trois! La vérité est exactement le contraire. La Yougoslavie est le seul pays de la région qui a gardé son caractère multi-ethnique et multi-religieux. La Yougoslavie compte non moins de 26 minorités nationales. A ce titre, la communauté albanaise a sa place chez nous, comme bons voisins.

Les pays voisins sont confrontés à un afflux énorme de réfugiés. Quelle est la situation en Yougoslavie?

N. Cicanovic. Nous accueillons, nous aussi, les réfugiés. Non seulement des Serbes, mais également des milliers d'Albanais, de Turcs, de Tziganes... Ceux-ci viennent s'ajouter aux 700.000 réfugiés provenant de Croatie et de Bosnie et qui vivent en Yougoslavie depuis sept ans. Pour leur accueil, nous avons toujours collaboré avec le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU. Mais aujourd'hui, notre commissaire, Mme Morine, ne reçoit plus aucune aide.

Notre gouvernement a appelé les habitants du Kosovo à rentrer chez eux et 20.000 ont répondu à cet appel. Mais comment peuvent-ils rentrer si les bombes tombent sans arrêt sur les maisons? On ne pourra trouver de solution pour tous ces gens qu'en arrêtant les bombardements. Nous sommes de fervents partisans d'une solution pacifique. Nous ne voulons pas la guerre. Mais il est difficile de parler de paix quand on est en train de bombarder votre pays.

Le coût démentiel de la guerre

Pour faire la guerre, les pays de l'Otan trouvent toujours l'argent nécessaire. Le congrès américain a approuvé la libération de 230 milliards de francs de crédits de guerre, alors qu'il refuse une subvention de quelques milliards pour les écoles. La participation belge coûte déjà deux à quatre milliards FB. A-t-on entendu un seul politicien invoquant 'les contraintes budgétaires imposées par les normes de Maastricht'? Pourtant, ces mêmes politiciens s'y réfèrent pour imposer des mesures d'austérité drastiques dans l'enseignement et la sécurité sociale.

✓ Le prix de cette guerre peut s'élever jusqu'à 700 milliards FB pour l'ensemble des pays de l'Otan. Selon les estimations les plus élevées, il y a 700.000 personnes réfugiées provenant du Kosovo ou déplacées dans la province du Kosovo. Avec la somme dépensée par l'Otan pour détruire la Yougoslavie, on pourrait offrir un million FB à chacun de ces réfugiés!

✓ Un chasseur B2 américain coûte deux milliards de dollars. Autant que la totalité des richesses produites en un an par l'Albanie (2,5 milliards de dollars en 97, encore en baisse depuis).

✓ La totalité de l'aide humanitaire dans la région est évaluée à dix milliards FB. Le prix d'une nuit de bombardements!

✓ Avec le prix d'un missile Cruise (37 millions FB), vous pouvez acheter au GB 1.850.000 paquets de farine d' 1 kg pour les réfugiés. Jusqu'à présent, l'Otan a lancé 2.500 missiles Cruise!

Les joueurs de football lancent un appel aux supporters

Faites tout pour arrêter la guerre

Nebosja Malbasa (Olympic Charleroi) et Zvonko Varga (ancien RTFCL) sont deux noms connus du monde du football. Nous les avons rencontrés en compagnie de Zoran Jevtic (ex Olympic Charleroi), Radovan Radakovic, et Vidak Bejatovic (RTFCL) lors de la conférence organisée par la Coordination contre la guerre le 23 avril, à Liège.

Zvonko Varga. Je suis Yougoslave et Belge en même temps. Je vois l'horreur des bombardements de l'Otan contre des civils. Et certains des avions qui bombardent viennent de ce pays où je vis. A la télévision, on ne montre qu'un seul côté. On nous fait passer pour des méchants, des tueurs, mais nous sommes pour la paix, contre les bombes, contre les souffrances de tous ceux qui habitent en Yougoslavie.

Mon message aux supporters est le suivant: ouvrez les yeux, essayez de comprendre, pourquoi, comment c'est arrivé. C'est le peuple qui souffre là-bas et nous les sportifs, nous sommes prêts à soutenir toutes les initiatives qui permettront de le faire savoir. Je trouve terrible que le seul pays où on ne puisse pas manifester pour la paix, c'est celui où je vis. Quelle démocratie!

Vidak Bejatovic. Je me suis cassé la jambe au football en 1992. J'ai été hospitalisé avec des blessés de guerre. Il n'y avait dans cet hôpital ni pansements, ni médicaments. On fait maintenant de grands appels pour l'aide au Kosovo, mais à Belgrade rien n'arrive. Il faut envoyer de l'aide au plus vite.

Pourquoi ne parle-t-on pas des 700.000 réfugiés serbes ?

Nebosja Malbasa. Nous vivons vraiment des moments difficiles. Nous voyons les bombardements, les usines détruites, les ponts cassés à la télévision. Ce sont des images difficilement supportables. L'image qui m'a le plus marquée est celle de tous ces gens sur les ponts. Je suis fier de les voir tous, professeurs, intellectuels, jeunes, travailleurs, sportifs prêts à se sacrifier.

Ces bombardements sont une énorme erreur. Je souhaite que ça s'arrête au plus vite. Il faut négocier, trouver un compromis. Toute autre solution sera une boucherie.

C'est dur de voir tous ces réfugiés, ces morts, mais l'exode est arrivé à cause des bombardements, pas à cause d'un nettoyage ethnique. Je comprends le chagrin des Albanais qui ont dû quitter leurs maisons. Mais depuis des années, on démonise la Serbie. Il y a aujourd'hui 700.000 réfugiés en Serbie, qui viennent de Croatie et de Bosnie, mais on ne les montre jamais. Je suis né en Krajina (une région dont 300.000 Serbes ont été chassés par les Croates), puis mon père est allé habiter Belgrade. Ces dernières années, toute ma famille a été expulsée de la Krajina. Mon père s'est tellement démené pour les accueillir. Il en est mort de chagrin. Ma cousine est à Belgrade avec trois orphelins. Leur papa est mort en Krajina. Je comprends les réfugiés et je souhaite vraiment qu'on trouve un compromis entre Serbes et Albanais.

Mais les accords de Rambouillet sont inacceptables pas seulement pour Milosevic, mais pour les 10 millions de Serbes. Le Kosovo est le berceau de notre culture, de nos traditions.

Aujourd'hui, j'ai deux pays. Je suis Belge et Yougoslave. J'ai un message pour les supporters et la population belge: faites tout ce que vous pouvez pour arrêter ça! Demain dans le stade, je porterai un brassard noir, signe de deuil et de protestation contre cette guerre.

De g. à dr.: Nebosja Malbasa, Zoran Jevtic, Vidag Bejatovic, Radovan Radkovic et Zvonko Varga à la conférence organisée par la Coordination contre la guerre, le 23 avril à Liège. Ils demandent à tous les supporters et à la population belge de tout faire pour arrêter la guerre. *(Photo Antonio Gomez Garcia)*

Deux programmes

Pol De Vos

Dès le début de la guerre, la Ligue Anti-Impérialiste (LAI) a été sur la brèche contre les bombardements de l'Otan et l'interdiction illégale de manifester en Belgique. Le 3 avril, des dizaines de personnes se sont retrouvées en cellule pour cette cause. Depuis, la LAI a arraché le droit de manifester à Bruxelles et à Anvers. Un nombre croissant de progressistes et de jeunes se retrouvent dans les comités anti-guerre.

Pendant ce temps, au parlement, les dirigeants Verts et socialistes ont soutenu les bombardements. Maintenant que la mobilisation contre cette guerre s'intensifie, les Verts tentent de redorer leur blason 'pacifiste'. Du côté néerlandophone, Hugo Van Dienderen (Agalev) a été délégué pour participer à la mise sur pied d'une 'Plate-forme contre la guerre dans les Balkans', signée entre-temps par 64 organisations.

La plate-forme demande à juste titre un *«arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements de l'Otan»*. Mais cette exigence claire est complètement déforcée par le reste de la plate-forme. Elle revendique notamment une *«solution politique pacifique» et ce, «sous les auspices des Nations Unies et de l'Organisation pour la Sécurité et la Collaboration en Europe (OSCE)»*. Et *«la communauté internationale doit soutenir à fond les forces pacifistes locales et les médias indépendants»*.

Cela signifie qu'on apporte son soutien à ceux qui tentent de réaliser 'pacifiquement' ce que l'Otan essaie de faire avec des bombes: transformer la Yougoslavie en une base de l'Otan et une colonie de l'Occident.

Les observateurs de l'OSCE, présents au Kosovo jusqu'au début des bombardements, étaient dirigés par William Walker, un agent notoire de la CIA qui a ouvertement admis que ses observateurs étaient des espions 'pacifiques'.[1]

En Irak, les Nations Unies organisent, depuis huit ans, un embargo, soutenu par nos Verts, qui a déjà assassiné 'pacifiquement' 800.000 personnes, dont une majorité d'enfants.

Toute la misère qui frappe la Yougoslavie aujourd'hui est le fruit d'une ingérence politique 'pacifique'. La guerre et les épurations ethniques sont le fruit amer de plusieurs années de soutien 'pacifique' de l'Allemagne et des Etats-Unis aux séparatistes des diverses républiques de l'ancienne Yougoslavie. Il n'y aura pas de paix en Yougoslavie tant qu'il n'est pas mis un terme à l'ingérence et à la présence étrangères.

Comment peut-on accorder son soutien à de prétendues forces et médias indépendants qui sont payés par ceux-là même qui jettent les bombes? En janvier, *Solidaire* a publié un document confidentiel de la CIA affirmant que *«les Etats-Unis doivent faire passer de 15 à 35 millions de dollars les montants qu'ils versent aux partis, médias, ONG et syndicats indépendants»*.[2]

Pendant des années, les pays de l'OTAN ont tenté de mettre au pouvoir leurs hommes de main, baptisés forces indépendantes, pour mettre à genoux la Yougoslavie de façon légale. Devant leur échec, ils ont maintenant recours aux bombes.

La Ligue Anti-Impérialiste et le PTB ne peuvent décemment pas souscrire à une plate-forme qui propose une telle politique criminelle d'ingérence comme 'alternative' aux bombardements. Nous manifesterons évidemment le 2 mai pour l'arrêt de la guerre de l'Otan. Mais quiconque veut la paix en Europe et prévenir de nouvelles guerres, doit soutenir la résistance du peuple yougoslave et de son gouvernement face à l'ingérence étrangère, fût-elle de l'ONU.

1. *Solidaire* n° 4, 27 janvier 1999. • 2. *Solidaire* n° 3, 20 janvier 1999.

Roberto D'Orazio à Strasbourg, ouais, ouais, ouais

Dix mille électeurs soutiennent déjà la liste *Debout*

La liste *Debout* conduite par Roberto D'Orazio a franchi tous les obstacles administratifs imposés aux 'petites listes'. Cinq mille signatures étaient nécessaires, près du double a été récolté. Suscitant de nombreuses marques de sympathie. Un siège à Strasbourg, c'est 130.000 à 175.000 voix. Objectif réaliste!

Des milliers de personnes ont signé les listes de parrainage pour *Debout*, comme ici à Liège. Ils soutiennent D'Orazio parce qu'ils se reconnaissent dans son appel: nous devons cesser de nous laisser faire. Un siège pour *Debout*, c'est possible. *(Photo Solidaire, Antonio Gomez Garcia)*

Jo Cottenier

Nous sommes en face du Palais de Justice de Nivelles. La 13ème séance du procès Clabecq vient de se terminer. La centaine de sympathisants quittent les lieux. Soudain, une jeune fille s'amène auprès de Roberto D'Orazio. *«Monsieur D'Orazio, j'ai vingt ans et je voulais vous dire que je suis fière de ce que vous avez fait et que durant toute ma vie, je vous soutiendrai.»* Et la voilà partie aussitôt...

Au cours de la collecte des 5.000 parrains nécessaires pour la liste Debout, des centaines, des milliers d'hommes et de femmes sont venus serrer la main de Roberto D'Orazio, tout en exprimant de façon parfois très émouvante, leur soutien: *«Courage Monsieur D'Orazio», «Continue»*... C'est ce qui nous permet de dire que l'objectif d'un siège pour Roberto est tout à fait réaliste. Il faut entre 130.000 et 175.000 voix.

Pour y arriver, il faut surtout que la liste soit connue, que chaque travailleur, jusqu'au dernier coin de la Wallonie sache que *Debout*, c'est D'Orazio et que D'Orazio c'est *Debout*. Pour faire connaître la liste, il ne faut pas compter sur les médias. Il faut des 'Comités Debout' partout, dans les usines, dans les quartiers, dans les régions, avec un seul but: diffuser le message de Clabecq.

La campagne médiatique contre D'Orazio et les délégués de Clabecq a mené à une polarisation sans précédent. D'Orazio, on est radicalement pour ou radicalement contre. Ce qui a l'avantage d'être clair. Ceux qui sont contre invoquent la violence. Ceux qui sont pour admirent l'esprit de Clabecq, l'esprit de ne pas se laisser faire.

Debout, c'est tout un programme

Certains ont critiqué D'Orazio parce qu'il n'a pas de programme. *«Il n'y a que ceux qui n'ont rien compris de notre lutte qui raisonnent ainsi»*, a répliqué Roberto. Les gens de la rue ont bien compris en quoi la lutte de Clabecq est différente.

La liste s'articule autour de concepts très simples, mais parfaitement clairs. Vous dites aux gens: *«Il faut sortir les gens de l'habitude d'accepter les coups»* et ils se rappellent comment les travailleurs de Clabecq ont lutté contre la fatalité de la fermeture et comment ils ont flanqué une raclée à la gendarmerie au moment où celle-ci leur avait tendu un piège. La liste est une incitation à ne plus se laisser leurrer par les discours vides et lénifiants des partis classiques.

La liste exprime l'esprit de résistance et c'est pour cela qu'elle interpelle tellement de gens. Elle exprime la révolte qui vit profondément parmi les masses. Cette fois-ci, ce ne sont pas des promesses en l'air: la liste est portée par ceux qui ont prouvé qu'ils osent agir contre l'injustice et l'exclusion.

La liste vise aussi à dire aux gens: *«Nous sommes capables de faire mieux.»* La logique de ce système n'est pas la seule possible. Il y a moyen de faire autrement, mais alors il ne faut plus accepter l'exclusion, le chômage, la misère et il faut s'opposer à un régime de plus en plus répressif.

Le PTB soutient à fond

Le PTB mettra tout en œuvre pour aider la liste *Debout* et pour faire élire D'Orazio au parlement européen. Ce serait un formidable atout pour faire connaître partout en Europe l'expérience unique de Clabecq. Le PTB s'est mobilisé pour apporter une aide massive pour collecter des parrains en rassemblant près de 4.000 signatures pour la liste *Debout*. Il se mobilisera autant durant le reste de la campagne.

• 14h. **Arrêtez le procès Clabecq**. Débat international contre la répression. Avec Jan Fermon (avocat de plusieurs accusés de Clabecq), Paul Pataer (ligue néerlandophone des droits de l'Homme), l'avocat d'Öcalan, l'avocat de Mumia Abu Jamal, Luk Vervaet (PTB-section droits démocratiques).
• 19h. **Meeting central**. Avec notamment **Roberto D'Orazio**.

Voter *Debout* dans le Brabant flamand

Le fédéralisme et l'organisation des circonscriptions électorales sur base 'ethnique' ont pour résultat que les électeurs néerlandophones ne peuvent pas voter *Debout* pour... les élections européennes. Une exception pourtant: la circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde qui couvre Bruxelles et le Brabant flamand, à l'exclusion de l'arrondissement de Louvain.

Une anomalie pour les nationalistes, mais une bonne affaire pour ceux qui luttent pour l'unité des travailleurs contre le système capitaliste. Dans cette circonscription, vous pouvez donc voter pour la liste *Debout*. Dans le canton de Hal, dans les communes à facilités, à Bruxelles et jusque dans les cantons de Lennik, Meise, Vilvorde et Zaventem, votez d'une seule voix: D'Orazio à Strasbourg!

Comment arrêter la guerre dans les Balkans?

Défendre le droit à l'autodétermination de la Yougoslavie

Des centaines de milliers de réfugiés et de victimes de toutes sortes, une misère insupportable, des milliards de dollars de dégâts en Yougoslavie et dans les pays voisins. Depuis un mois, l'Otan bombarde tout un pays en le renvoyant vers le moyen-âge. Comment mettre un terme à cette barbarie?

POL DE VOS

Pourquoi l'Otan qui tente de chasser l'armée yougoslave du Kosovo, ne fait-elle rien contre l'armée turque au Kurdistan? Manque de suite dans les idées? Nullement.

En Turquie, l'OTAN a obtenu depuis longtemps ce qu'il tente d'obtenir en Yougoslavie : des politiciens et des généraux fascistes alliés fiables dans la défense des intérêts des multinationales européennes et américaines. Les Kurdes ne présentent donc aucun intérêt pour les Occidentaux. Au Kosovo, c'est différent. Le gouvernement yougoslave s'oppose à la colonisation de la région par l'Occident, tandis que l'UCK se laisse manipuler par l'Otan. Tous les moyens sont donc permis pour déstabiliser le pays.

L'OTAN mène une guerre d'agression pour dominer la Yougoslavie. C'est avec le même acharnement que les membres de l'OTAN tentent de faire plier l'Irak, Cuba, la Corée et le Congo. L'essence de ce conflit est la défense du droit à l'autodétermination face à l'hégémonie des superpuissances.

Le droit à l'autodétermination face aux forces de domination

La défense de ce droit est aussi le point essentiel pour la *Coordination contre la guerre de l'Otan dans les Balkans* lancée, entre autres, par la Ligue Anti-Impérialiste.

Nous devons nous prononcer clairement contre toute politique d'intervention et d'ingérence, y compris non-militaire, violant la souveraineté de la Yougoslavie.

Aidez à diffuser l'appel de la *Coordination contre la guerre de l'Otan en Yougoslavie* (cf. ci-dessous).

Signez-le et invitez des organisations et personnalités à faire de même.

Les peuples des Balkans doivent pouvoir déterminer eux-mêmes leur avenir, afin de construire une société multi nationale. Le passé a montré que c'est possible. Malgré les plaies profondes résultant de la deuxième guerre mondiale, les différents peuples de Yougoslavie sont parvenus à vivre en harmonie plusieurs décennies durant.

16 avril, manifestation du Comité anti-guerre de la Ligue Anti-Impérialiste à Bruxelles, devant le Bourse. *(Photo Solidaire)*

Plate-forme COORDINATION CONTRE LA GUERRE DE L'OTAN EN YOUGOSLAVIE

1. Pour la première fois depuis Hitler en 1941, une alliance militaire jette des bombes sur Belgrade. En violation flagrante du droit international et de la charte de l'ONU, l'Otan agresse un Etat indépendant qui n'a menacé aucun pays voisin et qui ne fait que défendre son intégrité territoriale. Cette agression détruit de façon délibérée les usines, les infrastructures, les quartiers populaires de la Yougoslavie et cause des milliers de victimes et des centaines de milliers de réfugiés.

2. La catastrophe humanitaire que nous voyons aujourd'hui est causée en premier lieu par les bombardements de l'Otan. Depuis le début des bombardements, il y a chaque jour en moyenne 20.000 réfugiés de plus, soit 33 fois plus que le nombre quotidien de réfugiés avant les bombardements. Ces gens s'enfuient aussi à cause des combats qui opposent l'armée et la police serbes à l'UCK, à cause de la misère causée par les bombardements, à cause des rumeurs diffusées par l'UCK et l'Otan et à cause des actes terroristes.

3. L'ethnisme et le séparatisme, incités et soutenus par les puissances impérialistes, ont causé et causent encore des souffrances terribles à toutes les populations yougoslaves. Les pays membres de l'Otan, qui détruisent aujourd'hui la Yougoslavie, ont tout fait pour empêcher une solution politique et pacifique au conflit. Dans une stratégie constante de 'diviser pour régner', ils ont soutenu et armé tant les séparatistes de l'UCK que les extrémistes nationalistes serbes. Ils ont imposé à Rambouillet un accord qu'ils savaient être inacceptable pour la Yougoslavie, qui ne peut concevoir la présence de troupes de l'Otan sur son sol. Ils veulent maintenant obtenir par la guerre ce qu'ils n'ont pas pu atteindre à Rambouillet.

4. Les dirigeants américains et européens ont transformé l'Otan en une alliance agressive, capable d'intervenir partout au service des intérêts de l'Occident. L'Occident veut imposer l'expansion illimitée de ses multinationales ainsi que sa mainmise absolue sur l'extraction et le transport des matières premières dans toutes les régions stratégiques: les Balkans, le Moyen-Orient, le Caucase, la Russie... Le but de l'Otan, c'est la réalisation d'un Nouvel Ordre mondial basé sur la toute-puissance de ses pays membres.

5. Pour l'Otan, la Yougoslavie est un obstacle à son contrôle total des Balkans. Ce contrôle est une étape vers des interventions dans l'ex-URSS. Le ministre des Affaires étrangères Derycke l'admet lui-même: *«Le Kosovo n'est qu'un début. Aujourd'hui, nous nous trouvons encore de ce côté-ci de la chaîne du Caucase, mais que se passera-t-il si la situation en Ouzbékistan, en Arménie, en Tchétchénie, au Tadjikistan, explose?»* Cette stratégie expansionniste et militariste de l'Otan constitue un danger grandissant pour la paix mondiale.

6. Nous nous opposons à toute forme d'extrémisme et de violence nationalistes. Seuls les peuples des Balkans eux-mêmes, sans ingérence extérieure, pourront résoudre leurs problèmes nationaux. Toute solution devra se baser sur l'unité des travailleurs, quelle que soit leur nationalité; sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays de la région; sur l'égalité et le respect mutuel entre les peuples et sur le respect des droits des minorités.

Nous nous engageons à promouvoir la paix, en exigeant:

- L'arrêt immédiat de la guerre de l'Otan contre la Yougoslavie
- Le retrait immédiat des militaires et des avions de combat belges des Balkans
- Le retrait de toutes les troupes et bases militaires étrangères des Balkans
- L'arrêt de l'extension de l'Otan à l'Est
- L'aide à la reconstruction et l'indemnisation de la Yougoslavie, avec des moyens financiers provenant des budgets militaires des Etats membres de l'Otan
- L'aide à toutes les victimes de la guerre en Yougoslavie

Nous sommes solidaires avec le peuple yougoslave qui se bat pour la souveraineté, l'intégrité et la dignité de son pays.

Initiateurs et premiers signataires:
Jean BRICMONT (professeur UCL), Michel COLLON (journaliste), Ria CONVENTS (avocat), Claude DAUBIES (employé UCL), Jef DE LOOF (médecin), Jean-Marie DERMAGNE (avocat, directeur du Sirde, Louvain-La-Neuve), Pol DE VOS (président LAI), Jules FERMON (auteur), Jacques GOUVERNEUR (professeur UCL), Veerle JANSSENS (coopérant Médecine pour le Tiers Monde, Mexique), Wies JESPERS (IKOVE), Maison de jeunes RZOEZIE, Tinny MAST (mère de Kim et Ken), Jean MERCIE (Acod/Gazelco), Martine MERTENS (employée UCL), Alexandre MOUMBARIS (éditeur de revue Editions Democrite), Michel NAJJAR (artiste), Lin PAUWELS, Jef SMET (ancien membre du conseil d'administration KWB, ancien délégué ACV), Dirk TUYPENS (acteur), Peter VAN AEL (collaborateur Lokaal Integratie Centrum), Margot VANDENBOSSCHE (secrétaire gestionnaire DVLP), Jef VAN DEN EECKHOUT (Bevrijde Wereld asbl), Marc VANDEPITTE (philosophe), Ulla WERBROUCK (judoka).

Je déclare la guerre à la guerre

Je soutiens la plate-forme ci-dessus et j'adhère à la 'Coordination contre la guerre de l'Otan en Yougoslavie'.

Signature: .....

Nom: .....

Profession/Fonction: .....

Adresse: .....

Tél: fax: ..... E-mail: .....

A renvoyer à la 'Coordination contre la guerre de l'Otan en Yougoslavie', rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.53.86 - fax 02/513.98.31 - E-mail: peaceresistance@netscape.net.

Afin de vous tenir au courant de nos activités, vos coordonnées sont traitées dans un fichier informatisé. Responsable: Marie-Rose Eligius, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Contre la chasse aux sorcières à la FGTB

Les délégués Fina amorcent une réaction en chaîne

La direction de la FGTB a décidé début mars une 'purification politique' contre les membres du PTB. Cette décision provoque une vague de protestations. La délégation de Fina (pétrochimie) lance à présent une réaction en chaîne...

JAN VANDEPUTTE

Dans toutes les sections de la FGTB, des motions circulent et les débats se multiplient. Ainsi, la délégation de Fina à Anvers, les délégations (ouvriers et employés) des usines pétrochimiques Ineos et Borealis, ainsi que la délégation ouvrière d'Agfa Gevaert ont adressé une lettre de protestation virulente à Michel Nollet et au bureau de la FGTB.

Ils jugent la traque des militants combatifs *«totalement inacceptable»* et observent que leurs *«membres réagissent avec incrédulité»* aux mesures d'exclusion annoncées.

Les délégués de la Centrale générale et du Setca de Fina ont invité, par lettre circulaire, leurs collègues de toutes les entreprises du pays à faxer un message de protestation à Michel Nollet et à en envoyer une copie à cinq autres délégations: *«Cela nous permettra d'organiser le mouvement de protestation le plus large possible avant que l'affaire ne s'envenime complètement et que le débat au sein de la FGTB ne soit devenu totalement impossible. (...) Aujourd'hui, ce sont les gens du PTB qui sont visés. Traitera-t-on bientôt de la même manière tous les syndicalistes qui défendent une opinion alternative?»*

Ces délégations expriment une grande inquiétude à propos de l'avenir de leur organisation: *«Alors que la CSC, de son côté, réussit à faire sa campagne sur le thème d'un impôt sur les fortunes (...), un point typiquement FGTB! C'est frustrant... Nous espérons que le bureau de la FGTB retrouvera rapidement son équilibre et s'occupera à nouveau de choses sérieuses, de sorte que nous puissions à nouveau, avec tous les militants FGTB honnêtes, travailler à une FGTB forte et combative.»*

▼ Pour recevoir la lettre des délégués Fina, contactez Fina Raffinaderij Antwerpen, à l'attention de la délégation FGTB. Tél. 03/545.50.48. Fax: 03/545.50.49

Miguel Rubio, délégué, licencié pour des raisons politiques

Défendre *Debout*, une faute grave?

La moitié de l'usine bruxelloise Diamand Boart est partie en grève, le 21 avril, pour exiger la réintégration de leur délégué Miguel Rubio. Il est notamment accusé d'avoir récolté des signatures pour la liste *Debout*.

MARC LEDUC

Le 31 mars, Miguel Rubio est appelé au bureau de la direction où on l'avertit du commencement d'une procédure de licenciement pour 'faute grave'. Sa faute? Premièrement, un rendement insuffisant, trop d'heures de travail syndical. Miguel Rubio a quatre mandats dans sa centrale FGTB-Métal. Et il est également secrétaire du conseil d'entreprise et délégué syndical.

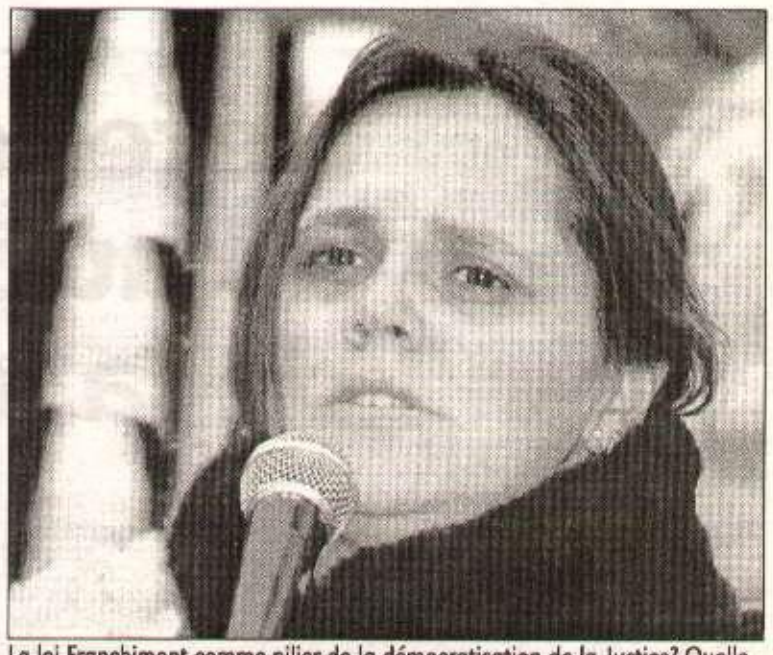
Deuxièmement, il a, selon la direction, récolté des signatures de parrainage pour la liste européenne *Debout*, de Roberto D'Orazio, sur son lieu de travail. En d'autres mots, penser qu'il existe une alternative offrant un avenir aux travailleurs, c'est une 'faute grave'. Un syndicaliste réagit: *«C'est extrêmement grave. Le patronat veut transformer le citoyen-travailleur en chien et lui interdire toute réflexion politique dès qu'il franchit les portes de l'usine.»*

Pour la première fois, depuis très longtemps, un patron utilise explicitement l'argument d'une activité politique supposée pour licencier un délégué combatif. Est-ce un hasard si cela se passe juste au moment où des milliers de travailleurs et délégués se mobilisent pour soutenir la liste *Debout*?

Mais il faut certainement chercher l'origine de ce licenciement dans le plan de restructuration de l'usine. Diamand Boart a déjà été divisée en trois unités. La direction prépare ainsi la restructuration des parties les moins rentables de l'usine. Or, Clabecq a montré combien des délégués combatifs soutenus par leur base pouvaient empêcher les pires plans patronaux.

Aujourd'hui, Miguel Rubio est suspendu par le patron. Mais il se bat, avec ses camarades, pour sa réintégration. Il passera en procédure de conciliation le 14 juin. Il a déjà reçu le soutien de sa centrale. Aujourd'hui, il a besoin du soutien de tous les syndicalistes de combat du pays.

▼ Vous pouvez soutenir Miguel Rubio en envoyant des motions de solidarité (de préférence au nom de votre délégation) à la CMB, place Rouppe 2, 1000 Bruxelles. En venant aux actions chaque jour entre 11h30 et 12h30 devant Diamand Boart, avenue du Pont de Luttre, Forest (à côté de VW).



La loi Franchimont comme pilier de la démocratisation de la Justice? Quelle blague! Tinny Mast en a fait, une fois de plus, l'expérience. *(Photo Solidaire)*

Dans la série 'Les promesses non tenues du gouvernement'

Toujours pas d'accès au dossier pour Tinny Mast

L'accès aux dossiers était l'une des principales exigences des parents d'enfants assassinés et disparus. Pour voir si tout avait été fait pour les retrouver. Et surtout, connaissant le mieux leurs enfants, chercher eux-mêmes des pistes. Le gouvernement a fait des promesses. Tinny Mast a une nouvelle fois pu se rendre compte de la valeur de ces promesses.

KRIS MERCKX

En 1996, la maman de Kim et Ken a demandé pour la première fois l'accès au dossier concernant le meurtre de sa fille et l'enlèvement de son fils. Le procureur général de l'époque à Anvers, Roger Van Camp, n'a même pas trouvé utile de répondre à sa demande. En 1997, elle a réintroduit sa demande. Le nouveau procureur général, Christine Dekkers, jusqu'alors chef de cabinet du ministre la Justice Declercq, a refusé à son tour.

En février 1998, Tinny Mast a demandé un procès en référé au tribunal d'Anvers. La loi ne prévoit pas de recours contre la décision du procureur général. Mais la Cour d'arbitrage, une des plus hautes instances judiciaires, venait de décider que l'absence de procédure d'appel était contraire à la Constitution. Malgré cela, le tribunal s'est déclaré incompétent. Et ce jugement a été confirmé par la Cour d'appel.

Se heurtant à un mur, Tinny Mast a entamé une grève de la faim. Avec succès, car peu de temps après, elle a eu accès à une sélection limitée des pièces du dossier. Le ministre de la Justice, Declercq, est allé trouver Tinny Mast pendant sa grève de la faim pour lui expliquer que les problèmes seraient résolus dès l'entrée en vigueur de la loi Franchimont.

La loi Franchimont a été votée en 1998. Le juge d'instruction est dorénavant habilité à accorder l'examen du dossier et en cas de refus, une procédure d'appel est possible via la Chambre des mises en accusation. En outre, toutes les décisions doivent être motivées. Mais la nouvelle réglementation est un véritable calvaire.

Loi Franchimont : encore pire qu'avant

En décembre 1998, le juge d'instruction a retiré le droit d'accès, déjà limité, de Tinny Mast. Celle-ci a réintroduit une requête selon la nouvelle procédure. Cette fois, elle demandait l'accès à l'intégralité du dossier. Elle souhaite notamment examiner s'il y a l'un ou l'autre élément - qu'elle est seule à pouvoir établir en tant que mère des enfants - qui pourrait remettre l'enquête sur les rails.

Réponse consternante: Tinny Mast aura accès durant un mois aux pièces du dossier qu'elle a déjà pu consulter dans le passé. La nouvelle obligation imposée au magistrat de motiver sa décision, pour protéger le citoyen des décisions arbitraires, est réduite à sa plus simple expression. En deux phrases, le juge se réfère au *«secret de l'instruction»* et *«au danger de porter atteinte à la vie privée de tiers»*.

Elle introduit donc un nouveau recours. Mais la Chambre des mises en accusation confirme aujourd'hui la décision du juge d'instruction. Et, bien que la loi Franchimont prévoit que toutes les parties en cause peuvent être entendues, Tinny et ses avocat ont dû entendre le prononcé de la décision sans pouvoir prendre la parole.

Bref, la loi Franchimont, présentée par le gouvernement comme le pilier de la démocratisation de la justice, est une farce.

La direction a licencié injustement deux ouvriers pour mettre les travailleurs au pas. But de l'opération: ne plus se trouver, lors des prochaines restructurations, en face d'ouvriers combatifs comme ici en 1992. *(Photo Solidaire)*

Splintex • Fleurus

Accusés d'avoir volé deux rouleaux de papier

Climat social tendu à Splintex-Fleurus, entreprise de vitrage automobile liée à la multinationale Glaverbel. Depuis des mois, les dossiers chauds ne manquent pas: nouvelle grille salariale, annonce de réduction de l'emploi, index... Le licenciement de deux ouvriers pour 'faute grave' a mis le feu aux poudres. D'où, une grève exemplaire de sept jours.

Pierre Caraut

Faute grave, prétend la direction de Splintex. Les faits reprochés à deux ouvriers, licenciés le 26 mars, sont pourtant des plus futiles: ils auraient volé... deux rouleaux de papier! Ce licenciement est aussi particulièrement révoltant. D'abord, il détruit la vie de deux travailleurs qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour l'entreprise. *«On ne peut pas condamner deux familles au chômage et à la misère pour deux rouleaux de papier»*, s'insurge un de leur collègue.

C'est également un licenciement sans preuve ni droit de recours, ne respectant pas la procédure que la direction a elle-même mise en place. Le seul élément qu'elle avance, c'est la délation d'un responsable. De la sorte, tous les travailleurs combatifs de l'entreprise se trouvent sous la menace de licenciements arbitraires.

La direction est allée jusqu'à faire signifier la sanction par huissier. *«Nous sommes restés paralysés devant l'huissier venu apporter la lettre de licenciement*, nous a confié la famille d'un des deux ouvriers. *Nous ne sommes pas des voleurs. Outre le licenciement, notre famille subit le dommage moral de cette diffamation.»*

A la recherche des preuves inexistantes

A l'usine, la solidarité est totale. Les licenciés nient farouchement les faits et, soutenus par les mille travailleurs, réclament leur réintégration. Le bras de fer s'engage. L'action oblige la direction à suspendre la décision. Le comble, c'est quand elle réclame un délai de quatre semaines pour fournir les 'preuves' qu'elle espère recueillir en se servant de l'enquête qu'elle réclame auprès de la BSR. *«Puisqu'il n'y a pas de preuve, aucune raison de maintenir les licenciements»*, défendent certains travailleurs.

Pourtant, la direction s'acharne, acceptant même, en échange, d'écarter pour la même période l'auteur de la délation. But: désamorcer le remous social pour faire 'légaliser' le licenciement par les tribunaux. Mais les travailleurs de Splintex savent de quel côté sont les tribunaux et la gendarmerie: ils en ont fait l'amère expérience lorsque la direction a obtenu des astreintes contre les grèves de 1993 et 1995.

Qui vole qui?

Par ailleurs, si l'on parle de vol, il faut commencer par sanctionner le vol sur les salaires. Le patron s'était engagé à payer une augmentation de 2% mais a profité de la norme salariale pour ravaler sa parole. Et que dire du vol opéré voici quelques années à la suite de l'énième restructuration d'une des filiales Glaverbel, lorsque plusieurs ouvriers se sont vus imposer une mutation vers Splintex avec, à la clé, une importante réduction de salaire.

Et ce n'est pas fini. Ce qui explique assurément l'entêtement de la direction dans le maintien des deux licenciements. En suscitant sept jours de grève, elle a perdu des millions, sacrifiant sa quête obsessionnelle de la rentabilité pour deux rouleaux de papiers... La volonté est d'obtenir la soumission des travailleurs aux plans antisociaux à venir. Il y a un an, la fusion de Splintex avec le groupe américain PPG faisait dire à Willame, patron de Glaverbel: *«Il y aura très vraisemblablement des restructurations ,mais à ce stade, nous ne savons pas encore où, quand et de quelle manière nous procéderons.»*[1]

Plus récemment, il ajoutait: *«Le rendement de la division automobile doit augmenter fortement cette année.»*[2] L'objectif est de hisser Splintex dans le trio européen du vitrage automobile, à côté de ses puissants rivaux, Pilkington et St Gobain, qui dominent le marché.

Cela ne manquera pas de susciter la résistance des travailleurs. L'un d'eux soulignait: *«Nos deux collègues licenciés sont les otages de la direction.»* Si cette dernière refuse de les réintégrer dans les délais convenus, on ne manquera pas d'assister à un nouveau bras de fer. Aussi bien pour la réintégration immédiate que pour les salaires et l'emploi.

1 *Le Matin*, 12 mai 1998. • 2 *Financieel Economische Tijd*, 14 janvier 1999.

Après la reprise du travail à Boël • La Louvière

«C'est fini de voter pour le PS»

Sous menace de faillite, le Parti socialiste a imposé un plan scandaleux aux ouvriers de Boël, dans le cadre de la reprise par Duferco et la Région wallonne. Le PS, c'est le parti des Patrons Satisfaits. Mais pour l'ouvrier, c'est le parti des Pertes Salariales. Pas mal de travailleurs de Boël s'en rappeleront le 13 juin.

Johnny Coopmans

Aux anciennes Usines Gustave Boël de La Louvière, c'est la haine et la colère contre le PS et le plan de reprise qu'il a imposé en braquant la menace de faillite sur la tempe des travailleurs. Un plan qui impose la perte de 400 emplois et une importante réduction de salaire.

A l'entrée de l'usine, les militants du PTB distribuent un tract présentant en détail la perte salariale: 240.000 francs bruts annuels, soit 20.000 par mois (voir cadre). *«Oui, c'est ce que nous avons calculé également»*, soulignent plusieurs ouvriers. Mais la plupart des réactions sont plus politiques: *«Plus personne à Boël ne votera pour le PS», «Oui, nous voterons pour le PTB et D'Orazio.»*

Le groupe italo-suisse Duferco reprend (pour pratiquement rien) des usines sidérurgiques déficitaires afin de presser le citron et de récolter le jus qui reste à prendre. Pour cela, il impose des conditions de travail dignes du siècle passé. Cela augmente encore la concurrence entre patrons et aggrave les conditions de travail en sidérurgie. On voit ainsi le vrai visage du système capitaliste en crise...

En offrant Clabecq et Boël à Duferco, le Parti socialiste s'est mis une fois de plus au service de ce système capitaliste. Et a contredit dans la pratique son discours sur le 'capitalisme social', opposé au modèle ultra-libéral américain. Si Duferco c'est pas l'ultralibéralisme, c'est quoi alors? A la tête de l'Otan comme à la tête de la Région wallonne, il y a toujours un socialiste pour défendre les intérêts capitalistes aux dépens du salaire, de l'emploi ou de la vie des travailleurs. Le PS n'est pas le parti qui sauve l'essentiel, il impose le pire.

Marcel Staquet, candidat PTB à la Région wallonne (tête de liste Soignies) et au Sénat (4ème effectif). «J'ai commencé à travailler à Boël en 1957. Il y avait alors 5.000 ouvriers. Il en reste 1.338 aujourd'hui et le nouveau plan doit en supprimer encore 405. Comme sidérurgistes, nous avons donné notre sueur et notre sang à cette entreprise. Grâce à cela, les Boël sont devenus une des plus riches familles de Belgique. Aujourd'hui, ils retirent leurs billes de la sidérurgie. Avec l'aide du PS, qui a aussi permis à Hoogovens de prendre la Fafer de Maubeuge et à Duferco d'imposer des pertes d'emploi et de salaire. Avant de connaître le PTB, j'étais déjà révolutionnaire. Socialiste par tradition familiale, face aux trahisons du PS, je suis devenu membre du PTB, les seuls communistes. Comme prépensionné, je continue à me battre pour ceux qui restent dans l'entreprise et pour que, demain, nos petits-enfants aient un avenir.»

Détail de la perte de salaire

Face à la grève des ouvriers de Boël qui refusaient les salaires appliqués à Duferco-Clabecq, la Région wallonne a maintenu le salaire horaire mais a supprimé le travail de week-end. Belle avancée sociale? Belle perte de salaire plutôt: en sidérurgie, une bonne partie du revenu découle des primes de week-end. Le PS a aussi supprimé l'application de l'accord interprofessionnel 1999-2000, comprenant l'index. Sauver l'index qu'ils disaient...

1. Perte des dimanches (payés 200%)	+102.501
2. Perte des samedis (nuit)	+ 16.224
3. Perte des samedis (après-midi)	+ 6.768
4. Perte accord interprofessionnel	+ 52.316
5. Perte pécule de vacances (du fait des points 1 à 4)	+ 63.207
6. Perte totale de salaire	= 241.016
7. Perte de salaire indirecte via la Sécurité sociale (cotisations dites patronales) 241.016 x 108% x 38%	+ 98.913
8. Gain total pour Duferco (par travailleur):	= 339.929

Grève de la faim en famille pour des papiers

24 heures avec les grévistes de la faim

Il y a plus de 10 ans qu'ils attendent des papiers. Ils ont occupé une église durant plus de deux mois et occupent aujourd'hui la Maison de la Laïcité de Charleroi. Mais rien ne bouge. Désespérés, les sans-papiers kurdes ont entamé une grève de la faim le 12 avril. En famille. Myriam a passé 24 heures avec eux.

MYRIAM DE LY

Samedi 17 avril. C'est le sixième jour de grève de la faim pour la famille Cetin, Hüseyn Özer et Yilmaz Yüksel, les sans-papiers kurdes de Charleroi. Je me précipite à la Maison de la Laïcité, un petit bouquet de fleurs à la main et un paquet de pétitions sous le bras. J'ai décidé de rejoindre la grève pendant 24 heures. D'autres l'ont fait avant moi, parfois durant trois ou quatre jours.

Les enfants Cetin (Kenan, Bedrije, Ercan) et leurs jeunes amis se relaient. Cevim, la maman, a dû abandonner après quatre jours pour des raisons de santé, mais elle est toujours présente. Halil et Imam ont jeûné cinq jours, eux aussi. Abdelkader et Manu, d'origine marocaine et congolaise, ont participé durant 48 heures.

La salle est pleine d'enfants et de jeunes. Les sans-papiers arabes sont là. C'est une grande famille. Quatre mois d'occupation ont tissé des liens. La famille Halili, algérienne, nous rejoint: Kada et Fatiha, avec leur fille Nejma. Il y a un an, ils ont obtenu leurs papiers. Après un combat acharné de six longues années! Déterminée, Fatiha avait frappé à toutes les portes. Elle explique: *«Nejma était toute petite. Je devais me battre pour les enfants. Trois fois j'ai reçu un ordre de quitter le territoire, trois fois je l'ai déchiré. J'étais prête à aller toute seule chez Vande Lanotte, avec mes enfants!»* Avec Frontières Ouvertes et les comités de parents des écoles, Fatiha et Kada ont organisé une marche dans les rues de Charleroi. Kada, désespéré, avait lui aussi entrepris une grève de la faim. Mieux que quiconque, le couple comprend les grévistes.

Dans la soirée, des dizaines de familles arrivent. Je retrouve le petit Ahmed avec son papa. A l'âge de trois ans, il avait été enfermé dans la prison de Steenokkerzeel avec toute sa famille. Il avait vu un autre réfugié s'ouvrir les veines. Après un mois de campagne avec Frontières Ouvertes, la famille avait été libérée.

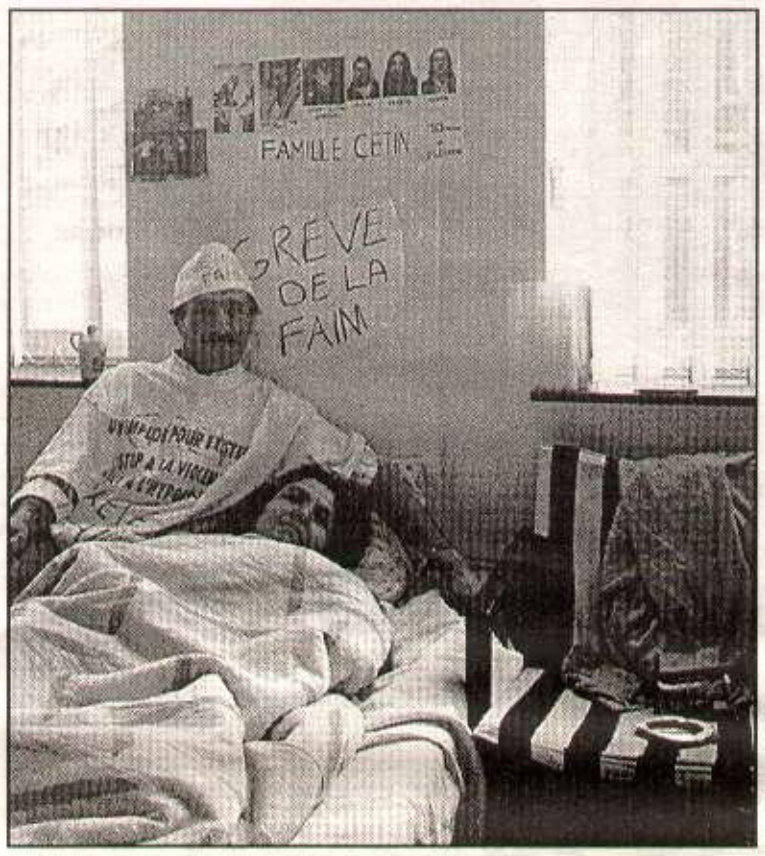
Ismet sort son luth. L'équipe est internationale. 'Bella Ciao' se chante en turc et en italien. Les femmes dansent. Nous appelons Pasquale, du Comité, pour qu'il nous rejoigne. Et voilà que vers 23 h, tout le monde se met autour des grandes tables: assemblée sur le tas, avec une cinquantaine de personnes. Mustapha prend la parole: *«C'est bien de se retrouver ici, mais on doit aussi se bouger, inviter les Belges.»* Des équipes se forment pour aller sur le marché le lendemain. On met la touche finale à un tract de solidarité. Je pars les photocopier. Quand je reviens, Yilmaz joue encore aux cartes, les jeunes papotent doucement dans un coin. Bientôt tout le monde dormira.

Les Carolos sont solidaires

Le lendemain à 9 h, j'installe le stand du PTB sur le marché, le ventre vide. J'expose les affiches du 1 Mai, les dépliants, les feuilles avec les candidats qui se présentent sur notre liste et, bien sûr, la pétition pour les grévistes. On discute des médecins du PTB. *«Vous avez déjà votre numéro*, me demande un ouvrier, *parce que c'est pour eux que je vais voter.»* Je prends des rendez-vous pour discuter avec quelques personnes. Bientôt une deuxième table vient s'ajouter: les sympathisants des grévistes sont là, un panneau sur le ventre: *«7e jour de la grève de la faim»*. Les jeunes invitent les gens à la table pour signer la pétition. En deux heures, 680 personnes ont signé. Des groupes se forment autour de nos tables. *«Ce n'est pas normal qu'on laisse ces gens ainsi, qu'ils doivent travailler pour 30FB de l'heure, qu'on enferme des enfants dans les prisons!» «C'est vraiment grave qu'il faille en arriver à mettre sa santé et même sa vie en danger!»*

Derrière nous, Handicap International mène une action pour le Kosovo. Nous discutons avec quelques personnes qui apportent des souliers: *«Savez-vous que chez nous il y a des réfugiés kurdes, victimes eux aussi de bombardements dans leur pays, qui sont ici depuis 10 ans et qui n'ont toujours pas de droits?»* Certains hésitent, d'autres viennent signer la pétition. A 13 h, nous retournons ensemble chez les grévistes. Le lendemain, Vanden Bossche recevra les pétitions sur son fax. On ne peut lâcher la pression, il faut le faire plier. Les Cetin, Hüseyn et Ylmaz doivent avoir des papiers, ainsi que tous ceux qui n'en ont pas.

A l'heure où j'écris ces lignes, les sans-papiers en sont à leur treizième jour de grève de la faim. La fatigue se marque sur leur visage. Ils ont chacun perdu 6 à 7 kilos. Ils ont besoin de votre soutien! Ecrivez-leur: Maison de la Laïcité, rue de France 31, 6000 Charleroi. Ou mieux encore, rendez-leur visite!



Hüseyn Cetin et sa femme Cevim à la Maison de la Laïcité de Charleroi, où ils font la grève de la faim depuis le 12 avril dans l'espoir d'obtenir enfin des papiers. *(Photo Solidaire, Myriam de Ly)*

Myriam De Ly s'occupe de l'association *Frontières Ouvertes* à Charleroi. Au sein du Comité de vigilance, avec des responsables de la FGTB et du MOC, elle lutte depuis quatre mois côte à côte avec les sans-papiers, pour la défense de leurs droits. Elle s'est particulièrement démenée pour gagner à cette lutte les jeunes et les travailleurs belges. Myriam est candidate sur les listes PTB-UA pour le Sénat et la Région wallonne.

Les sans-papiers kurdes seront présents avec leur pétition et une cassette vidéo au stand Frontières Ouvertes à la fête du 1 Mai du PTB. Ils témoigneront au débat *«Réfugiés, esclaves d'aujourd'hui»*, à 14 h.

«Ce que veut l'Europe, c'est la main-d'oeuvre immigrée, pas les immigrés»

Tel est le titre d'une recherche publiée par Liz Fekete, militante antiraciste britannique, dans la revue *Race and Class* en juillet 97. Elle y analyse l'exploitation, dans différents pays européens, de la nouvelle main-d'oeuvre immigrée dans le travail domestique et de nettoyage, dans l'agriculture, le bâtiment, les ateliers clandestins et les usines délabrées.[1]

MYRIAM DE LY

Liz Fekete à la fête du 1er Mai du PTB en 1993. *(Photo Solidaire)*

«Quelque 500.000 ouvriers travaillent dans l'industrie de la construction en Allemagne et un sur quatre parmi ceux-ci est un immigrant clandestin ou une personne sans emploi officiellement enregistrée.» Au Royaume-Uni, six cents ateliers textiles environ sont répartis dans la région nord-est de Londres.[2] Pareillement, dans le quartier du Sentier à Paris, le plus important lieu de production de vêtements en France, les Chinois fabriquent, dans des conditions de travail effrayantes, des produits de marque dans de minuscules ateliers (et dans des appartements privés, qui fournissent une plus grande sécurité vis-à-vis des inspecteurs du travail et de la police).

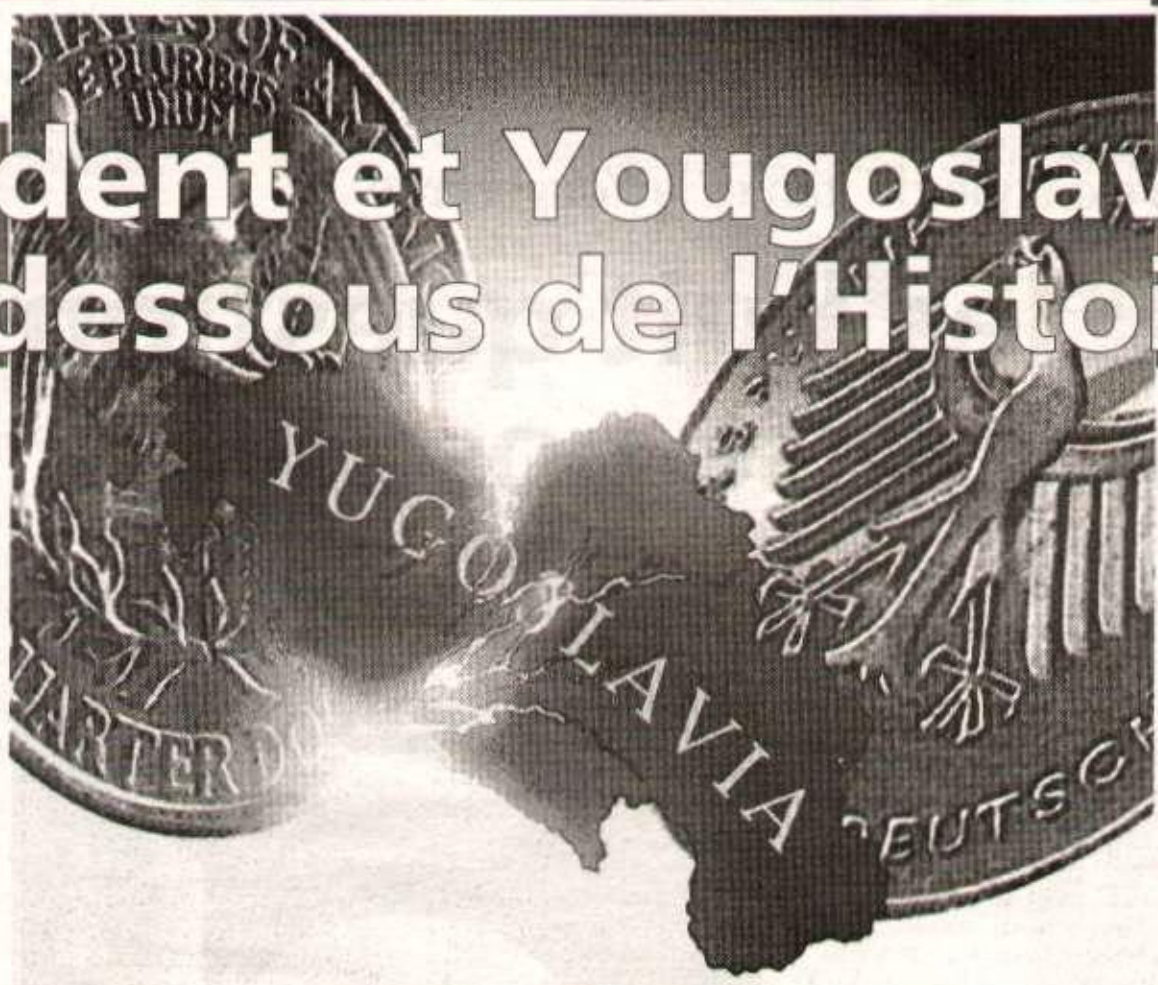
Lorsqu'en 1994, la police espagnole est descendue dans plusieurs ateliers de confection à Madrid, des femmes chinoises sont sorties d'une cave remplie de machines à coudre, de fers et de vêtements prêts à être distribués dans les magasins de luxe espagnols. Dans un autre atelier de Madrid, des hommes travaillaient de 10 h à 2 h du matin, dans des ateliers se dédoublant souvent en dortoirs, avec un trou dans le sol en guise de toilettes.

L'existence de dizaines de milliers de sans-droits sur le territoire est très intéressant pour les patrons. Voilà la raison pour laquelle on ne régularise pas leur situation. Et ces conditions de travail sont une menace permanente pour l'ensemble des travailleurs.

1. *Liz Fekete* est la chercheuse principale de l'Institute of Race Relations European Race Audit. Depuis quinze ans, elle milite activement dans le mouvement antiraciste et est également membre de la Campagne contre le Racisme et le Fascisme. L'article est tiré de la revue *Race & Class*, vol. 39, juillet-septembre 97, n°1. • 2. CARF (n° 20, mai/juin 94).

A la fête du 1 Mai du PTB, Liz Fekete participera au *débat «Les réfugiés, nouveaux esclaves»*, avec des sans-papiers et des syndicalistes.

Occident et Yougoslavie: les dessous de l'Histoire



Quelles ont vraiment été les relations entre l'Occident et la Yougoslavie? Pourquoi les médias en parlent-ils si peu? Cette histoire secrète est pourtant bien éclairante. Un tableau pédagogique.

MICHEL COLON

	Que fait l'Occident?			Et les Yougoslaves?
	Les faits	**L'objectif**	**La phrase-clé**	
1941	Hitler envahit la Yougoslavie, bombarde Belgrade, impose une Grande Croatie fasciste (génocide des Serbes, juifs et tziganes), opprime la Serbie, morcelle le pays en petits Etats faibles.	Briser l'Etat unitaire yougoslave et contrôler les Balkans. La bourgeoisie allemande a toujours voulu un accès direct à la Méditerranée,donc au Moyen-Orient et au pétrole.	«Le Nouvel Ordre des Balkans, conformément aux ordres du Führer, consiste à faire en sorte que personne ne puisse supporter son voisin.» (L'envoyé spécial des nazis à Belgrade)	Résistance héroïque des partisans communistes. Unissant toutes les nationalités contre la haine raciste, ils recréent une Yougoslavie unitaire qui vivra en paix pendant 45 ans.
1979	Le BND (CIA allemande) envoie une équipe secrète à Zagreb soutenir et financer les nationalistes extrémistes de Tudjman qui préparent l'éclatement de la Yougoslavie.	A nouveau, briser l'Etat unitaire yougoslave et contrôler les Balkans. L'Allemagne place ses taupes, préparant la destruction par la violence d'un Etat internationalement reconnu.	«Le BND organisa de nombreuses rencontres secrètes afin de forger une alliance entre les nationalistes de Tudjman et l'émigration oustachie (fasciste).» (Erich Schmidt-Eenboom, ex-BND)	Ayant tourné le dos au socialisme, et vécu à crédit (soutien des USA à Tito pour diviser le camp socialiste), la Yougoslavie plonge dans la crise des années 80, qui précipitera son éclatement.
1989	Diktat du FMI et de la Banque Mondiale: privatisation-monstre, licenciement de deux travailleurs yougoslaves sur trois, ouverture totale aux produits occidentaux, ruinant l'économie du pays.	Détruire les acquis sociaux des travailleurs yougoslaves, liquider toute aspiration au socialisme, recoloniser la région au profit des multinationales occidentales.	«La Yougoslavie va probablement éclater dans les 18 prochains mois et une guerre civile est très probable.» (Un rapport de la CIA)	Enorme vague de grèves. Solidarité entre mineurs croates et bosniaques, serbes et kosovars. Dans toutes les républiques, les dirigeants procapitalistes excitent le nationalisme comme diversion.
1991	A Maastricht, seule contre onze au départ, l'Allemagne impose l'éclatement de la Yougoslavie (soutien aux sécessions slovène et croate). L'Onu avertit: «Vous déclenchez une guerre civile».	En contrôlant l'Europe centrale, puis les pays de l'Est et leur main d'oeuvre, et enfin l'ensemble de l'Europe, les multinationales allemandes veulent dépasser et vaincre leurs rivales US.	«Le chancelier Kohl réussit ce que ni l'empereur Guillaume (14-18), ni Hitler (41-45) n'ont obtenu.» (Un ministre allemand)	Liés à Berlin, dirigeants slovènes (Kucan), croates (Tudjman) et islamistes (Izetbegovic), exacerbent le nationalisme. Milosevic veut sauver l'unité du pays, mais recourt au nationalisme serbe.
1992-1995	Washington dit aux dirigeants islamistes de Sarajevo: «Ne signez aucun plan proposé par les Européens. Notre aide militaire (illégale) vous fera gagner la guerre sur le terrain.»	Décidés à rester la seule superpuissance, les Etats-Unis veulent reprendre en mains les cartes dont l'Allemagne s'est emparée. Chaque grande puissance veut contrôler les Balkans à son profit.	«Je respecte beaucoup les Etats-Unis. Mais, durant ces dernières années, la diplomatie de ce pays est coupable d'avoir prolongé inutilement la guerre en Bosnie.» (David Owen, envoyé spécial européen)	Comme prévu, souffrances énormes pour toutes les populations. Y compris 500.000 Serbes chassés de leurs foyers en Croatie par l'armée croate, dirigée directement par Washington.
1995	A Dayton, Clinton impose une Pax Americana. La Bosnie est placée sous tutelle complète de l'Otan qui détient tous les pouvoirs Discriminations contre les Serbes de Bosnie.	Etablir un précédent de 'protectorat' occidental. C'est-à-dire de recolonisation forcée des territoires 'rebelles' au bénéfice des multinationales et des bases de l'Otan.	«L'expérience acquise en Bosnie pourra servir de modèle pour nos futures opérations de l'Otan.» (ndlr: agressions contre d'autres pays, dont la Russie) (Javier Solana, secrétaire-général de l'Otan)	Colère contre le diktat de Dayton. L'Ouest espérait mettre le peuple yougoslave à genoux, mais c'est le contraire: les illusions en l'Ouest capitaliste diminuent fortement.
1998	Ayant armé secrètement les séparatistes albanais (UCK) depuis 1990, Berlin excite ceux-ci à une offensive militaire (nombreux soldats et civils tués). Washington traite d'abord l'UCK de 'terroristes', puis les soutient aussi pour contrer l'Allemagne.	Briser définitivement la Yougoslavie, rebelle aux multinationales et à l'Otan. Priver la Russie de son allié méditerranéen. Mais aussi rivalité entre grandes puissances pour contrôler les mines du Kosovo, le Danube et les routes du pétrole.	«Washington ne reconnaît plus la Charte des Nations Unies proclamant la souveraineté interne des Etats.» (Madeleine Albright, ministre US)	Le sentiment anti-impérialiste augmente. Même les courants pro-occidentaux de la société se révoltent contre les menaces de l'Otan. Les partis d'opposition, financés par l'Ouest, font faillite.

Données et citations tirées du livre de Michel Collon: *Poker menteur*, éd. EPO, 1998. Disponible en promotion spéciale (980 FB) à la Librairie internationale (02/513.69.07).
Pour inviter Michel Collon à une conférence ou un débat, contactez le Comité Anti-Guerre de la Ligue Anti-Impérialiste: 02/513.53.86.

Pour vous aider à expliquer l'Otan et la Yougoslavie

Guerre: les huit questions que chacun se pose

Qui croire dans cet énorme battage médiatique? Où est la vérité? Comment défendre la paix et convaincre autour de soi? Voici des propositions de réponses aux questions les plus fréquentes.
N'hésitez pas à nous écrire: que pensez-vous de ces réponses, avez-vous de meilleurs arguments, ou d'autres questions difficiles?

MICHEL COLLON

1. Attention, médias!

Les images poignantes des réfugiés nous bouleversent. Mais le commentaire qui accompagne ces images est-il fiable? Pourquoi les T.V. interdisent-elles tout débat sérieux sur ce que raconte l'Otan? Et notamment sur la question-clé: qui a provoqué les souffrances de ces réfugiés?

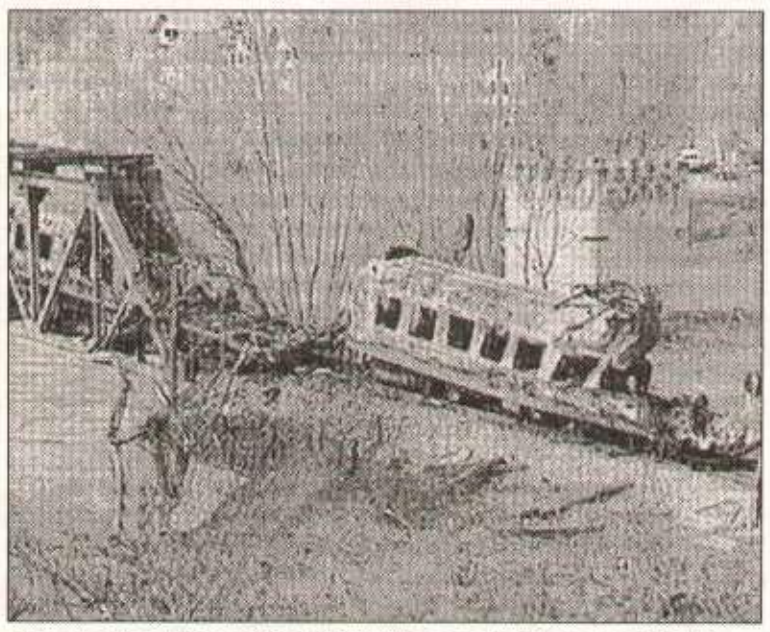
Prudence! Avant et pendant chaque guerre, les médias occidentaux ont reproduit quantité de médiamensonges. Toujours dans le même sens: faire accepter à l'opinion ces guerres menées par nos gouvernements.

Médiamensonges sur la Roumanie (1989), avec ce prétendu charnier de 4.630 victimes des communistes, inventé de toutes pièces, médiamensonges de la guerre du Golfe (1990) avec notamment la célèbre mise en scène des couveuses volées, médiamensonges en Bosnie (91-95) autour des trois grands massacres de Sarajevo, trompeusement attribués aux nationalistes serbes alors qu'ils avaient été commis par les propres troupes de l'islamiste Izetbegovic, allié de l'Ouest... (1)

Cette tradition de désinformation aurait-elle soudain disparu? En reportage au Kosovo, en octobre 98, j'ai personnellement constaté plusieurs exemples de manipulations médiatiques. Un jour, le correspondant de *Reuter*, Andrew Roche, décrit avec une précision insoutenable les cadavres d'un massacre à Gornje Obrinje. Bien vite, il doit avouer qu'il a tout inventé à partir d'une rumeur. Un quotidien allemand annonce un charnier de 567 civils dont 430 enfants. Bidon (2). Un journal pro-séparatiste présente une photo un peu floue de bébé tué, mais une analyse minutieuse révèle qu'il s'agit d'une... poupée! (3)

A présent, l'Otan a 'découvert' 43 fosses communes dans le village d'Izbica. Invention totale, révèle une enquête sur place, confirmée par *Le Monde* du 21 avril. Rien de plus facile aujourd'hui que de retoucher une photo-satellite par ordinateur (voir aussi à la page 17). L'Otan a aussi prétendu que le stade de Pristina était devenu un camp de concentration. Médiamensonge dégonflé le lendemain. Quant aux récits de réfugiés, certains sont sans doute vrais, mais on sait que l'UCK leur impose - sous peine de représailles - de raconter de telles choses...

Di Rupo, notre vice-premier ministre, avoue: *«Sait-on ce qui se passe au Kosovo? Quasiment rien. (4)»* Ce qui ne l'empêche pas d'approuver les bombardements.



Le bombardement de ce train n'est qu'un exemple de la longue série de bombardements de l'Otan contre la population yougoslave. Et l'Otan continue à prétendre que les autorités serbes sont seules responsables de l'exode massif des réfugiés! (*Foto: www.beonet.yu*)

2. Pourquoi tant de réfugiés?

L'Otan accuse les Serbes de provoquer l'énorme exode kosovar. Vrai? Ecoutez Paul Watson, envoyé spécial du *Los Angeles Times*, interviewé le 13 avril par la chaîne canadienne *CBC*:

«Hier, j'ai visité les quartiers albanais de Pristina. Je n'ai vu aucun corps. Il est très difficile de cacher un grand massacre anarchique de gens. Pourquoi les réfugiés fuient-ils? Pour deux raisons, mélangées. L'action des troupes serbes et les bombardements de l'Otan. J'ai parlé personnellement à des gens à qui la police avait ordonné de quitter leurs maisons. J'ai aussi parlé à des gens terrifiés, tout simplement. Par exemple, beaucoup de gens ont quitté la zone de l'aéroport après un bombardement de l'Otan.» Sans oublier les combats déclenchés par l'UCK en utilisant les villageois comme boucliers humains.

Et nous ne parlons pas des combats de l'UCK qui utilise souvent les villageois comme bouclier humain, ni des histoires d'horreur colportées par les radios de l'UCK.

3. Humanitaires, les membres de l'OTAN?

Qui arme les généraux fascistes turcs pour massacrer les réfugiés kurdes? Clinton et ses alliés. Qui arme Israël pour massacrer les Palestiniens? Clinton et ses alliés. Qui fait périr de mort lente un million d'Irakiens? Clinton et ses alliés. Qui a bombardé une usine pharmaceutique au Soudan? Clinton.

Qui a aidé le gouvernement du Guatemala à massacrer 200.000 Indiens dans les années 80? Les prédécesseurs de Clinton. Qui a mis en place les assassins indonésien Suharto, Mobutu, Pinochet ? Les prédécesseurs de Clinton. Qui a armé les génocidaires du Rwanda? Le régime français.

Et tout d'un coup, tous ces gens-là seraient devenus de grands humanitaires, nobles et désintéressés, au service de peuples en détresse? Ceux qui nous racontent ça, nous prennent pour des imbéciles.

Comment croire que nos ministres belges seraient tout à coup soucieux du sort des réfugiés? Alors qu'ils ont assassiné Semira et qu'avant l'attaque de l'Otan, ils traitaient les réfugiés kosovars comme des animaux! Alors que l'Europe renvoie chaque jour mille sans-papiers vers des pays où la mort les attend!

Comment l'Otan ose-t-il se prétendre 'humanitaire' alors qu'il utilise des bombes à fragmentation, conçues pour blesser un maximum de civils yougoslaves et des armes à uranium appauvri, provoquant des maladies génétiques irréversibles?

4. Les Serbes sont-ils le problème?

On nous dit que les Serbes sont un peuple à part, dangereux et raciste, et que tous les problèmes viennent de là. Pourquoi nous cache-t-on que les services secrets allemands du BND, pour faire éclater la Yougoslavie, ont fourni des armes aux séparatistes extrémistes croates bien avant la guerre de 1991? Et qu'ils ont refait le même coup en armant les milices UCK au Kosovo? (6)

Pourquoi nous cache-t-on que cette UCK veut créer par la force une 'Grande Albanie' monoethnique regroupant les Albanais d'Albanie, du Kosovo, de Macédoine et du Montenegro, et préparant ainsi de nouvelles guerres civiles? L'idée même d'Etats monoethniques n'est-elle pas extrêmement dangereuse pour l'ensemble des Balkans, mais aussi de l'Europe et particulièrement de la Belgique?

La vérité, c'est que cette guerre n'est pas due à la personnalité particulière des Serbes, mais aux intérêts cachés des grandes puissances. Qui veut battre son chien, dit qu'il a la rage. Dans le précédent *Solidaire* (p. 12-13), nous avons expliqué les vrais objectifs de l'Ouest: 1. Dominer les Balkans pour contrôler les routes du pétrole. 2. Recoloniser l'Europe de l'Est. 3. Et surtout affaiblir la Russie pour piller ses richesses. C'est pour ces raisons sordides que l'Otan veut installer ses bases militaires dans les Balkans et détruire l'armée yougoslave qui défend son indépendance.

Aujourd'hui, l'Otan détruit des usines de médicaments, d'automobiles, de tracteurs. Objectif: éliminer une économie indépendante, faire place nette pour les multinationales occidentales.

Cette guerre n'est pas liée à la personnalité particulière des Serbes: ce n'est qu'une des nombreuses guerres d'agression et de recolonisation que prépare l'Otan. Après la chute de l'URSS, qui a complètement modifié le rapport de forces, les puissances impérialistes occidentales ont les mains libres pour attaquer tout Etat voulant rester indépendant: Irak, Yougoslavie, Congo... mais aussi les pays socialistes: Cuba, la Corée du Nord, voire plus tard la Chine.

D'ailleurs, le tiers monde prend conscience de cette nouvelle menace. Tous les chefs d'Etat d'Amérique latine ont dénoncé la présente agression de l'Otan. Ainsi que le premier ministre indien. Tout comme la Libye et l'Irak. En Russie et en Chine, on dénonce sévèrement cette agressivité 'hégémoniste' qui bafoue le droit international. Bref, la toute grande majorité de la planète se considère menacée par l'Otan.

Suite à la page 15

Quelle école, pour quelle société?

L'enseignement donne-t-il à tous des chances égales ou sert-il à maintenir la société actuelle en place? T'explique-t-on à l'école les causes de la faim, de la guerre, de l'exploitation et de l'exclusion? Et si l'enseignement n'est pas démocratique et ne rend pas le citoyen responsable et critique mais obéissant, quelle est l'alternative du PTB?

Ann Cole, Annemie Mels, Georges Moreau

Où va l'enseignement? Pour ces professeurs , l'avenir est un grand trou noir. (manif février 98). *(Photo Solidaire, Gerben)*

L'école, pour offrir à tous des chances égales?

On nous raconte que *«l'école a pour mission d'offrir à tous les jeunes des chances égales d'émancipation sociale»*. Archi faux. Un enfant sur cinq quitte l'école sans diplôme. La plupart sont des enfants d'ouvriers, de chômeurs ou de travailleurs immigrés.

Après neuf années d'école, un enfant de cadre ou de médecin a sept chances sur dix d'être arrivé en 3e année de l'enseignement général (celui qui prépare aux études supérieures). Un enfant d'ouvrier, lui, n'a que trois chances sur dix. (enquête Hainaut)

Dans les universités, on compte presque quatre fois plus d'enfants de cadres que d'enfants d'ouvriers. Pourtant, en Belgique, ces derniers sont deux fois plus nombreux. (Pestieau & Donni). Un enfant de cadre a donc huit fois plus de chances d'arriver à l'unif qu'un enfant d'ouvrier.

L'école n'offre pas de 'chances égales'. Au contraire, dans la société capitaliste l'école entretient les inégalités. Elle sert aussi à les justifier: puisque tous ont soi-disant les mêmes chances, celui qui ne 'réussit' pas dans la vie n'a qu'à s'en prendre à lui même.

Dans une société socialiste, l'accès au savoir et à la culture n'est pas réservé à une élite. En ex-RDA, l'enseignement supérieur était très accessible. Pour ceux qui n'avaient pu suivre un enseignement de plein exercice complet, des cours du soir ou par correspondance permettaient d'accéder au niveau requis pour entreprendre des études supérieures. La moitié des places disponibles dans l'enseignement supérieur était réservée aux enfants d'ouvriers ou de paysans. On pouvait y pratiquer un enseignement individualisé, où chacun pouvait progresser à son rythme, sans que cela ne conduise à une différenciation sociale dans les apprentissages.

Pour apprendre un métier et avoir un bon boulot?

L'école serait également nécessaire pour avoir un bon emploi. Si pour certaines professions il faut avoir été longtemps à l'école, aujourd'hui, à cause de la crise, il y a aussi des tas de 'petits boulots' sans qualification: vendeur de hamburgers, nettoyeur, caissier, etc. Bien sûr, celui qui a un bon diplôme a davantage de chances d'obtenir un emploi que celui qui n'a aucune qualification. Mais beaucoup sont obligés d'accepter un job qui ne correspond pas du tout à ce qu'ils ont étudié.

L'école ne peut rien changer au nombre de chômeurs. S'il y a quatre-vingts emplois disponibles pour cent jeunes, ils auront beau avoir étudié, il y aura toujours vingt chômeurs parmi eux.

Alors pourquoi affirme-t-on sans cesse qu'il faut *«améliorer la formation des jeunes pour lutter contre le chômage»* et que l'école doit *«nouer des liens étroits avec le monde des entreprises»*? C'est simple: les patrons veulent que l'enseignement réponde exactement à leurs 'besoins'. Ainsi, ils trouveront toujours des travailleurs disponibles, ayant la formation et les compétences pour être rapidement productifs. Et s'ils sont trop nombreux, tant mieux: ils seront d'autant moins exigeants sur le salaire, les conditions de travail, la protection sociale ou les horaires.

Dans une société socialiste, chaque citoyen a droit au travail. Le chômage et l'insécurité quant à l'avenir n'existent plus. La division du travail (manuel-intellectuel) est combattue. L'enseignement de base forme des citoyens 'complets', qui répondent aux besoins sociaux, économiques, techniques et idéologiques du socialisme.

Pour former des citoyens responsables?

L'école formerait *«des citoyens responsables pour une société démocratique»*. Comment cela est-il possible dans une société qui n'est justement pas démocratique? Une société dans laquelle une poignée d'administrateurs et de gros actionnaires décident de la vie de centaines de milliers de travailleurs et familles n'est pas démocratique. Ils peuvent les licencier ou diminuer leur salaire, les faire travailler le week-end, la nuit, mettre leur vie en danger au nom de la productivité, fomenter des guerres ou des coups d'Etat dans le monde entier pour s'assurer des matières premières ou des marchés. Ils dictent leur loi aux gouvernements. Dans ces conditions, les élections ne sont qu'une farce destinée à camoufler la dictature des riches. En disant aux jeunes qu'ils doivent *«respecter les institutions démocratiques de notre pays»*, on ne forme pas des citoyens responsables mais des citoyens obéissants et soumis. En leur disant: *«Regardez notre société, voilà la démocratie!»*, on les jette dans les bras des fascistes et des intégristes en tous genres.

Ensuite, l'idéologie véhiculée par l'école est souvent l'individualisme et l'arrivisme. *«Etudie pour devenir quelqu'un, pour réussir dans la vie, pour être compétitif sur le marché de l'emploi»*. En niant la culture populaire, en méprisant ses formes d'expression, en dévalorisant le travail manuel, qu'elle réserve à des filières de relégation, l'école détruit la fierté de classe des jeunes d'origine ouvrière.

Sous le socialisme, l'école a pour mission de développer l'esprit collectif. On incite les élèves les plus forts à aider les plus faibles, on appelle les élèves à prendre leurs responsabilités en participant réellement à la gestion de l'école, tout en préservant un sens élevé de la discipline et le goût du travail. On forme des citoyens responsables, des participants conscients à la construction du socialisme.

Apprendre pour changer le monde

Mais alors, à quoi bon aller à l'école? Si l'école ne peut pas assurer la justice sociale, elle peut tout de même nous apprendre les origines de l'injustice. Si l'école ne peut pas garantir l'emploi, le revenu ou de bonnes conditions de travail, elle peut cependant nous armer pour être plus efficaces dans les luttes sociales. Si l'école ne peut pas rendre la société plus démocratique, elle peut nous apprendre à réfléchir sur les conditions d'une vraie démocratie. Non, l'école ne changera pas le capitalisme, mais elle peut armer le peuple pour le combattre et construire le socialisme.

Voilà pourquoi la bourgeoisie, qui a tant besoin de l'enseignement, en a en même temps une peur bleue. Former des travailleurs productifs et disciplinés, oui; mais des travailleurs exagérément instruits, surtout pas! L'école démocratique, progressiste, au service du peuple, c'est précisément de cette école dont la bourgeoisie ne veut pas: celle qui apporterait aux enfants du peuple les savoirs qui permettent de comprendre le monde et de le transformer par la lutte révolutionnaire.

Il ne faut pas se faire d'illusions: tant que les relations capitalistes domineront, tant que les riches seront riches, l'école restera un instrument de reproduction du système en place. Mais ce n'est pas une raison pour rester les bras croisés. Des marges de manœuvre sont possibles, à condition de se battre. Le combat pour une école plus démocratique fait partie intégrante de la lutte pour le socialisme.

Le PTB amène les jeunes dans les usines pour leur faire découvrir la réalité sociale dont l'enseignement ne parle guère. Ici, en visite à Cockerill (Liège), durant le week-end 'C'est du Belge'. *(Photo Solidaire, Salim)*

Le PTB veut une école au service du peuple

Chances égales, plus de moyens, plus d'autonomie... C'est avec ces beaux mots que les partis traditionnels tentent de cacher qu'ils ont détruit l'enseignement et l'ont mis au service des entreprises.

Plus d'argent pour l'enseignement

Si on veut une école au service du peuple, il faut y mettre les moyens. Tous les enfants ont droit au même encadrement pour les leçons, même si leurs parents n'ont pas le temps ou la formation nécessaire. Il faut donc plus de professeurs. Ceux-ci doivent avoir la possibilité de s'occuper individuellement de chaque enfant, il ne faut donc pas trop d'élèves en classe. Les écoles doivent être équipées de bibliothèques, de matériel didactique moderne, d'un mobilier confortable. Les livres et les activités scolaires ou parascolaires doivent être gratuits. Il faut organiser des activités pendant les vacances. Les enseignants méritent d'être mieux payés, surtout les instituteurs et les régents. Ils ont droit à de meilleures conditions de travail et à une nomination définitive dès qu'ils ont fait leurs preuves. Dans l'enseignement supérieur, il faut supprimer le minerval et introduire un salaire étudiant. Enfin, l'enseignement doit être entièrement gratuit et financé en fonction des besoins.

Pour réaliser tout cela, il faut augmenter les dépenses en matière d'enseignement d'au moins 120 milliards FB. Cela est évidemment impossible dans le cadre des lois de financement actuelles des Communautés en Belgique. La communautarisation de l'enseignement a d'abord servi à imposer l'austérité. Le PTB est favorable au retour de ces matières sous le contrôle d'un ministère fédéral.

Dans les pays socialistes, l'enseignement est réellement gratuit: livres, transports, repas, activités extra-scolaires, cours de rattrapage, uniforme,... De même pour les piscines, les équipements sportifs collectifs, le théâtre, les concerts, etc.

Pour une école unique

Pour rendre l'école plus démocratique, il faut aussi en changer l'organisation et les structures. La plupart des enfants, quelle que soit leur origine sociale, sont également capables d'étudier et d'apprendre, tous ont le droit d'accéder au même niveau de connaissances. Nous sommes donc opposés à la division du système d'enseignement en écoles, réseaux, filières concurrentes et inégales.

Jusqu'à16 ans, tous les enfants devraient être scolarisés dans un même type d'enseignement. Cette école unique doit combiner une large formation générale avec une initiation aux principes des techniques productives. Nous refusons la spécialisation précoce des uns dans les formations intellectuelles élitaires et coupées de la pratique sociale, comme nous refusons la spécialisation précoce des autres dans une formation technique étroite, qui les prive de connaissances générales.

L'enseignement est une affaire publique et non privée. C'est donc aux pouvoirs publics qu'il appartient de l'organiser. Il faut supprimer les multiples réseaux actuels et les remplacer par un unique réseau d'enseignement public. On évite ainsi la concurrence entre les écoles, néfaste sur le plan pédagogique. Dans ces conditions, il devient possible d'organiser une véritable participation des parents et des élèves à la gestion et aux prises de décision dans les écoles.

Dans les pays socialistes, tous les jeunes suivaient un même enseignement polytechnique pendant dix ans. On y liait la théorie et la pratique, l'enseignement et le travail productif, dans une formation commune pour tous. Le travail pratique en usine, en atelier ou à la campagne, permet d'acquérir une compréhension de base de la technologie et des rapports économiques.

Quel enseignement pour changer le monde?

Quel devrait être le contenu de l'instruction de base, offerte à tous les jeunes jusqu'à 16 ans? Il ne doit pas être déterminé en fonction de l' 'employabilité', de prétendues 'aspirations personnelles' ou de la 'formation du citoyen'. Il doit être défini sur base de cette question: quelles connaissances, quelles compétences, quels comportements faut-il favoriser en l'an 2000 pour former des citoyens à même de comprendre les multiples facettes du monde, capables de réfléchir aux moyens de le transformer, ayant la capacité et la volonté de se lancer dans les combats qu'exige cette transformation?

Une bonne maîtrise des faits et mécanismes géographiques, historiques et socio-économiques est essentielle. L'approche matérialiste et dialectique apportée par les sciences est tout aussi cruciale. Les mathématiques initient au raisonnement abstrait et rigoureux. La littérature et la grammaire ouvrent l'esprit aux formes d'expression élevées qui permettent d'appréhender des réalités complexes, de les analyser finement et d'exprimer un avis précis et nuancé. Les langues modernes, les arts, l'informatique et Internet fournissent des moyens d'expression et de communication essentiels à l'action politique ou sociale. Le travail en groupe, les capacités d'analyse et de synthèse, l'auto-apprentissage sont des compétences cruciales pour les militants.

Mais le savoir ne s'arrête pas aux livres scolaires. L'expérience terrible vécue par un réfugié, le drame social d'un licenciement, la solidarité chaleureuse d'une lutte sociale, la vie misérable d'un enfant du tiers-monde, la peur et la rage des Irakiens sous les bombes,... Voilà des savoirs que l'école 'institutionnelle' n'apportera jamais. Voilà où commence la responsabilité individuelle de l'enseignant progressiste. Il lui appartient d'apporter tout cela à ses élèves en invitant des orateurs, en organisant des visites, en visionnant des cassettes vidéo. Il peut aussi stimuler et aider les jeunes à s'organiser, à se battre dans leur école pour leurs droits ou pour des causes justes. Ils favoriseront ainsi l'apprentissage de la lutte, de l'organisation et de la solidarité dans le combat.

Dans la société socialiste, chacun acquiert une conception matérialiste du monde et un haut niveau de conscience sociale par l'étude des sciences, de l'histoire, de la philosophie, ... La révolution et le socialisme ont besoin de travailleurs instruits, tout comme le capitalisme a besoin de travailleurs abrutis.

Etudiants et enseignants sur les listes PTB-UA

Nicole Jublou

Enseignante néerlandophone, candidate sur la liste francophone PTB-UA pour le Conseil régional bruxellois.

«Je proteste ainsi contre le fait que les listes bilingues sont interdites à Bruxelles. En Belgique, nous avons des cartes d'identité francophones ou néerlandophones. Un néerlandophone ne peut se présenter sur une liste francophone. J'ai donc dû demander une nouvelle carte d'identité. Et au bureau de vote, à Bruxelles, les électeurs doivent d'abord choisir une langue et ne peuvent plus voter pour une liste de l'autre langue.

Dans les luttes pour un enseignement démocratique, j'ai encouragé activement la solidarité entre francophones et néerlandophones, au syndicat comme à l'école. La communautarisation de l'enseignement en 1989 était une opération camouflée de restrictions pour les deux communautés. On prétendait 'rendre l'enseignement plus proche du citoyen'. Résultat: partout des classes surpeuplées, des enseignants licenciés et l'ingérence des entreprises. Ce qu'il faut, c'est un refinancement national de l'enseignement. L'enseignement doit redevenir une matière nationale. Et cela exige une lutte solidaire des travailleurs des deux communautés.»

Germain Mugemangango

Licencié en sciences politiques et sociales, 2e sur la liste pour le Conseil régional bruxellois.

«Au début des années 60, mes parents ont fui le Rwanda et les massacres que l'impérialisme belge y organisait. Je désire être le porte-parole de tous les jeunes de Bruxelles, des jeunes immigrés des quartiers populaires et des réfugiés sans aucun droit. La bourgeoisie veut tenir les jeunes à l'écart de la politique. Dans les écoles bruxelloises, il est interdit de faire de la politique.

Nous comptons bien nous y opposer. Les jeunes connaissent les problèmes: manque de travail, racisme, boulots nuls, problèmes à l'école, répression en rue... Ce dont ils ne se rendent pas suffisamment compte, c'est qu'il existe également une alternative. Je suis candidat PTB afin de leur proposer cette alternative.»

Christiane Holsbeeks

Institutrice dans un quartier populaire de Bruxelles. Active dans le travail de quartier et dans la solidarité avec le tiers monde.

«L'enseignement n'offre pas les mêmes chances à tous les enfants. Déjà à la fin de l'école primaire, un enfant d'ouvrier court trois ou quatre fois plus de risques de subir un retard que l'enfant d'un médecin ou d'un notaire. 20% des jeunes quittent l'école sans le moindre diplôme. La plupart sont des enfants d'ouvriers, de chômeurs, d'immigrés, qui ont suivi l'enseignement professionnel. Bruxelles compte actuellement 100.000 analphabètes.

Il faut de l'argent si l'on veut rendre l'enseignement gratuit, retaper les bâtiments scolaires délabrés, disposer d'un matériel didactique adapté, engager des enseignants supplémentaires et ainsi faire réduire le nombre d'échecs scolaires.»

Annemie Mels

Enseignante à Mol (Communauté flamande), coauteur du livre *L'école sacrifiée*.

«Depuis près de 30 ans, j'habite un quartier ouvrier de Hoboken (Anvers). Je vois chaque jour ce que notre système apporte aux jeunes: pas de travail - si ce n'est des boulots mal payés ou dangereux, des fermetures d'écoles, le racisme... J'ai lutté avec ces jeunes contre le racisme et la violence policière. Beaucoup aboutissent dans l'enseignement spécial. Borgerhout, commune où il y a beaucoup d'immigrés, ne comptera plus aucune école secondaire l'année prochaine...

Les enfants des familles ouvrières, et surtout ceux d'origine immigrée, sont de plus en plus marginalisés et exclus. C'est ce que nous avons dénoncé dans notre livre *L'école sacrifiée* (EPO 1996). Nous avons écrit ce livre en commun, enseignants francophones et néerlandophones, car tout en parlant de réseaux séparés, les ministres de l'enseignement appliquent la même politique d'austérité, dictée par les patrons européens.

Il y a quelques années, j'ai visité des organisations populaires au Bénin, un des pays les plus pauvres d'Afrique. Seulement 51% de la population y a accès à l'eau potable, 18% peut consulter un médecin. Depuis, je récolte du soutien pour les projets médicaux de 'Humanisme-Emancipation' au Bénin.»

Pino Cantella,

Instituteur maternel, 5e suppléant au Sénat.

«Je suis instituteur dans une école maternelle. Des milliers d'enseignants ont perdu leur emploi. Le manque de matériel, les locaux et infrastructures insalubres, tout cela est intenable. Les élèves les plus faibles restent sur le carreau. Dès leur plus jeune âge, on oriente les enfants des travailleurs sur des voies de garage. On leur apprend juste ce dont les patrons ont besoin. Aujourd'hui à La Louvière, 70% des moins de 25 ans n'ont pas de travail. Leur avenir, c'est le CPAS, la drogue et de plus en plus le suicide. C'est une forme grave de violence de la société contre les jeunes et leurs familles. Je me bats pour le refinancement de l'enseignement. On trouve de l'argent pour lancer des bombes sur la Yougoslavie mais pas pour financer les écoles!»

Patrick Pestieau

Enseignant dans une école populaire à Bruxelles.

«Chaque jour, je vois des jeunes brisés par l'école, des enfants d'ouvriers largués dans des écoles parkings, des élèves qui voient leurs parents éreintés par le travail ou découragés par le chômage. Chaque jour, je vois les effets de la politique du PS qui, depuis 1992, a supprimé 5.000 emplois dans l'enseignement. Un bon enseignement, c'est donner des moyens aux écoles et un avenir aux jeunes. Pour cela, il nous faut changer radicalement la société. C'est pourquoi je me porte candidat sur la seule liste anticapitaliste, la liste PTB-UA.»

Les menteurs et l'enseignement

1996. Professeurs et étudiants descendent dans la rue pour protester contre le décret Onkelinx et pour réclamer un refinancement de l'enseignement. *(Photo archives)*

1. Plus d'argent pour l'enseignement?

PS

Les socialistes ont voté la Communautarisation de l'enseignement et la 'loi de financement' qui l'accompagne. Cette loi détermine l'argent versé par l'Etat fédéral aux Communautés pour les besoins de l'enseignement. Mais la loi ne tient pas compte de l'augmentation du nombre de jeunes qui fréquentent l'enseignement supérieur. Elle n'est pas non plus liée à l'évolution du PIB (l'ensemble des richesses produites en un an). Il s'agit donc d'une loi de définancement.

Les mesures des socialistes Di Rupo en 93 et Onkelinx en 96 ont coûté au minimum 5.000 emplois à l'enseignement francophone.

La diminution des moyens accordés à l'enseignement, la baisse de l'encadrement, c'est à dire l'augmentation du nombre d'élèves par classe et la diminution des rattrapages touche particulièrement les gosses d'ouvriers, surtout ceux issus de l'immigration. Ceux-ci sont orientés en plus grand nombre et de plus en plus tôt vers les filières technique et professionnelle.

La réforme du premier degré du secondaire de Di Rupo a supprimé les redoublements de 1ère en 2ème. Conséquence: les élèves en difficulté ne reçoivent plus de seconde chance et sont orientés plus rapidement vers le technique et professionnel.

Pour faire oublier ses crimes contre l'enseignement, le PS ne cesse de vanter le Décret sur les 'discriminations positives', qui accorde des moyens supplémentaires à certaines écoles situées en quartiers défavorisés. La mesure consiste en réalité à rendre d'une main à certains une petite partie (800 millions sur 120 milliards annuels!) de ce qui a été pris à tous de l'autre.

PRL

Les libéraux ont activement participé à l'austérité des années 80. Le fameux plan de Val Duchesse avait entraîné 20 milliards d'économies et la perte de 15.000 emplois dans l'enseignement.

ECOLO

Les Verts se sont profilés comme les défenseurs de l'enseignement lors des grandes luttes de 95-96. Mais quand il s'agit de présenter une alternative, leur devise est: prendre à certains pauvres pour donner à d'autres pauvres.
Avec Ecolo, les riches sont tranquilles. Ils prévoient 800 millions supplémentaires pour les discriminations positives. Mais qui doit payer?
Ecolo : *«Nous sommes (en Communauté Française, Ndlr) (...) dans le cadre d'une économie de rareté. Poser la question du financement dans le cadre d'une économie de rareté, c'est aussi poser la question des priorités. Dégager 800 millions pour les actions prioritaires, c'est forcément priver un autre secteur de ces moyens potentiels.»* Ecolo ne veut donc nullement prendre l'argent chez les riches, mais dans la Culture, la petite enfance ou un autre secteur de l'enseignement (compétences communautaires).

2. L'autonomie: des écoles sponsorisées par Adidas

La Kredietbank a élaboré les désirs du patronat en matière d'enseignement. L'un des axes du plan patronal: des écoles autonomes. Ecoutez-la: *«L'efficience et la qualité de l'enseignement seraient incontestablement favorisées si les établissements (...) étaient considérés et gérés comme des entreprises (...) Il faudrait pour cela attribuer une responsabilité aux écoles, notamment sur le plan budgétaire.»*

Une telle autonomie ne peut qu'accentuer la dualisation. Là où les parents ont les moyens de compléter le bas niveau des dotations, l'enseignement peut encore être de qualité. Ailleurs ... En plus, les écoles pauvres n'auront d'autres choix que de se vendre au patronat via la sponsorisation. Les entreprises 'généreuses donatrices' auront alors un droit de regard sur les contenus. On ne formera plus que de la main d'oeuvre en fonction des entreprises sponsors.

PS

Il s'empresse de répondre aux désirs du patronat. Le Décret sur les missions de l'Ecole de 97 déclare viser *«l'autonomie tant dans l'élaboration de projets pédagogiques (...) que dans la gestion responsable des moyens.»* L'article 67 précise que le projet d'établissement (obligatoire) tiendra compte *«des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projets de vie professionnelle et de poursuite des études.»* Autrement dit, si vous enseignez à des gosses de riches, tenez compte de leur destin. Si ce sont des enfants d'ouvriers, ne placez pas la barre trop haut. La pratique leur suffira.

PRL

Pour le PRL, *«la gestion des écoles publiques doit être décentralisée et une large autonomie doit être accordée en matière pédagogique.»*

ECOLO

Dès 1990, les Verts déclarent: *«(Il est) indispensable de transformer chaque établissement en unité plus autonome (...), chaque unité serait subsidiée par une enveloppe budgétaire globale dépendant de critères objectifs. (Il faut) garantir la plus grande autonomie de chaque établissement en matière de projets et d'initiatives pédagogiques ainsi que de gestion de ses ressources.»*

3. L'école pour enfants de travailleurs: une simple formation professionnelle

Tous les partis parlent de rapprocher l'Ecole de l'entreprise. Leur but: permettre au patronat de déterminer les contenus qu'il désire faire avaler aux jeunes. Outre la soumission à l'autorité, il veut surtout imposer des profils de formation précis dans le technique et le professionnel afin de disposer d'une main d'oeuvre qualifiée et flexible pour mener la guerre concurrentielle.

PS

Le gouvernement de la Communauté française a créé en octobre 94 la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications. Cette commission, où siègent divers représentants patronaux, a pour mission de définir les profils de qualification. L'article 40 du Décret-mission précise qu'il s'agit de préparer les jeunes pour *«les activités et les compétences exercées par des travailleurs accomplis tels qu'ils se trouvent dans l'entreprise.»*
L. Onkelinx (PS) n'hésitait pas à déclarer en 96: *«Demain, les employeurs sauront clairement que tel diplôme technique ou professionnel correspond à telles ou telles compétences.»*

PRL

Pour les libéraux, il faut *«ouvrir les yeux des familles sur la richesse d'une formation technique, sur les perspectives d'embauche, sur le statut du technicien dans l'entreprise et dans la société.»*

4. Des citoyens soumis

Etant donné l'aggravation de la crise, le mécontentement croissant risque d'entraîner des révoltes. Il faut donc, contre toute évidence, persuader les jeunes qu'ils vivent dans la meilleure société possible.

PS

Dans leur déclaration de politique communautaire le 10 juin 95, les partis de la majorité (dont le PS) déclaraient: *«C'est au cours de l'enseignement secondaire que les valeurs fondamentales telles que la citoyenneté, inculquées dès l'enseignement fondamental, trouveront à s'exprimer avec le plus de force».* Le Décret-mission précise qu'il faut *«(...) former des citoyens responsables. L'Ecole doit apprendre à intérioriser la loi, à surseoir à la violence, ...»*

PRL

Louis Michel ne fait aucun mystère du rôle idéologique de l'Ecole: *«Forger des citoyens fiers d'appartenir à une même communauté d'idées et de principes. Les rendre suffisamment libres de juger de la justesse de ce qui les unit, convaincus de la légitimité de leur culture et assez déterminés pour défendre celle-ci lorsqu'elle est en péril.»*

ECOLO

On cherche en vain chez Ecolo une once de remise en question de la société. Pour Ecolo: *«(Il faut fournir) une information de qualité sur les bases éthiques de la liberté d'expression, de l'organisation démocratique de notre société.»*

5. La faute au dictateur Milosevic?

L'Otan vient de décider que sa zone d'intervention était dorénavant «élargie». En fait, elle se prend pour le gendarme du monde entier. Pour justifier ses agressions, l'Ouest démonise toujours ses adversaires: ici, tout le mal viendrait du dictateur Milosevic dont le peuple serbe aussi serait victime.

Dans mes divers reportages, j'ai rencontré des Yougoslaves de tendances très diverses. Y compris un courant qui était nettement pro-capitaliste et pro-occidental et que j'estimais à 20 ou 30% de la société. Des gens influencés par une presse financée par l'Ouest, extrêmement présente contrairement à ce qu'on nous raconte.

Mais tous les Yougoslaves - quoi qu'ils pensent de Milosevic - refusent les diktats de l'Otan, tous veulent maintenir l'unité et l'indépendance de leur pays. Dont le Kosovo fait partie. Personne n'accepterait une capitulation des dirigeants de Belgrade.

L'ensemble du peuple yougoslave possède une haute conscience anti-impérialiste. Forgée dans une lutte massive et héroïque contre le nazisme (1,7 million de morts). En fait c'est tout ce peuple que les bombardements de l'Otan veulent mettre à genoux.

Milosevic est-il pour autant notre idéal politique? Non. Si nous soutenons sa résistance aux impérialistes, notre livre *Poker menteur* l'a critiqué sur deux points importants: 1. Durant les années 80, il a représenté une ligne de droite, prônant une économie plus alignée sur les valeurs capitalistes occidentales. 2. Face au mécontentement social et aux grèves massives (1987-1989), il a recouru à une diversion et excité le nationalisme serbe sur la question du Kosovo. Ce faisant, il a contribué à affaiblir l'esprit 'yougoslaviste' et l'unité du pays qu'il défendait pourtant.

Mais le principal n'est pas là. Aujourd'hui, l'Otan agresse la Yougoslavie. Le gouvernement yougoslave a totalement raison de défendre l'intégrité et l'indépendance de son pays. Défendre la paix, c'est soutenir les Yougoslaves.

6. Serbes et Albanais pourront-ils encore vivre ensemble?

Après tant d'affrontements et de haines, ne faut-il pas séparer Serbes et Albanais qui ne peuvent plus vivre ensemble?

Non. D'abord, former des Etats 'purs' provoquerait de nouveaux déplacements de population, des revendications territoriales sans fin et de nouvelles guerres civiles. Ce serait aussi encourager les mouvements séparatistes des pays voisins.

Ensuite, en 1945, malgré le génocide des Serbes, des juifs et des tziganes commis par le régime fasciste croate allié d'Hitler, les partisans communistes ont réussi à unir toutes les nationalités et à fonder une Yougoslavie où toutes les nationalités ont vécu en paix pendant 45 ans.

Le PTB soutient le droit de la Yougoslavie à défendre son indépendance. Aucune solution n'est possible tant que les grandes puissances s'ingèrent dans les affaires yougoslaves. Les USA et l'Allemagne ne pensent qu'à exciter les uns contre les autres. La seule solution est le dialogue entre progressistes serbes et albanais, mais aussi de tous les pays des Balkans. Pour chercher des solutions démocratiques à ces problèmes et unir tous les travailleurs - Serbes et Albanais compris - contre les grandes puissances qui ne pensent qu'à exploiter les uns et les autres. La déclaration commune des partis communistes de Yougoslavie, d'Albanie, de Grèce, de Bulgarie et de Roumanie contre l'intervention de l'Otan est un excellent exemple. A terme, seule une société socialiste pourra résoudre ces problèmes. Car ce sont les bourgeoisies locales, mais surtout les multinationales qui dressent les travailleurs les uns contre les autres.

7. Vers une 3ème guerre mondiale?

L'inquiétude est justifiée. Oui, la folle agressivité de l'Otan nous entraîne vers d'autres guerres. Le lieutenant-général belge Van Hecke a déclaré en 1996: «Si ça déraille en Russie nous aurons une Yougoslavie à la puissance dix. Il est possible que l'Europe occidentale doive, à moyen terme, intervenir avec des moyens politiques mais aussi militaires, dans notre propre intérêt (sic).» (5).

Donc, l'Ouest prépare une guerre contre la Russie «dans l'intérêt» des multinationales. Pas besoin de faire un dessin sur les risques que fait courir à la planète cette insatiable soif de profit.

Un autre scénario est possible. Si l'Allemagne parvient à dominer l'Europe et à combler son retard militaire, elle pourrait, d'ici quelques années, affronter Washington pour le contrôle de cette Russie et des richesses de toute 'l'Eurasie'. Après la Première Guerre mondiale, boucherie immonde pour savoir quelle puissance capitaliste dominerait le monde, les peuples disaient: «Plus jamais ça!» Mais cela n'a pas empêché le capital allemand de financer Hitler pour tenter à nouveau de dominer le monde.

Aujourd'hui, Clinton annonce une augmentation de son budget militaire de 70%. Contre qui? Contre la Russie. Mais aussi contre la superpuissance européenne. Washington veut rester la seule superpuissance. Cette rivalité et cette agressivité des puissances impérialistes sont un danger mortel pour l'humanité.

8. Que pouvons-nous faire pour la paix?

Les grandes puissances semblent pouvoir se permettre toutes les violences. Mais leur force a une limite: la prise de conscience des peuples et leur organisation. Quand les Etats-Unis ont agressé le Vietnam, avec toute leur terrible puissance, ils ont fini par être battus. Grâce à la résistance héroïque des communistes et du peuple vietnamien. Mais grâce aussi à un puissant mouvement de solidarité mondiale, y compris aux Etats-Unis.

Le monde a plus que jamais besoin d'un puissant mouvement pour la paix. Les protestations venues d'Amérique latine, de Russie, de Chine, d'Inde et de nombreux autres pays annoncent la possibilité d'un grand front mondial pour la paix. Former des comités anti-guerre en Belgique et partout sera un maillon de cette chaîne mondiale pour arrêter les fauteurs de guerre. La Ligue Anti-Impérialiste appelle chacun - travailleurs, syndicalistes, jeunes, intellectuels, sans-papiers, etc. - à former ou rejoindre de tels comités anti-guerre.

La Belgique a connu de puissants mouvements de révolte et de solidarité: Clabecq, enfants disparus, Semira... Prouvant que notre peuple rejette le fatalisme. On en a marre des injustices, marre de l'inhumanité de ce système. Il est temps aussi de rejeter le fatalisme face aux guerres sans fin qu'il apporte. Imposons la paix!

(1) Voir Michel Collon, *Poker menteur*, p. 28-35. (2) *Le Monde*, 6 août 98. (3) *Solidaire*, 14 octobre 98. (4) *Le Matin*, 22 avril 99. (5) *Poker menteur*, p. 136.

Anvers

Vendredi 7 mai, 19h
Manifestation contre la guerre de l'Otan en Yougoslavie. A la Grand-Place (Grote Markt).

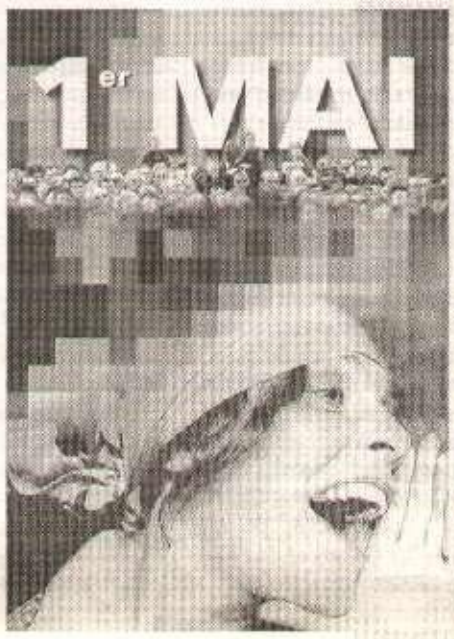
Samedi 8 mai à 20h30 et dimanche 9 mai à 15h
Soirée Littéraire de 'Internationale Nieuwe Scene'. Programme bilingue sur **Bertolt Brecht**. Chansons, poèmes, éléments photographiques. Interprète francophone: Guy Pion. Entrée: 350 F. Wereld Culturen Centrum, Waalse Kaai, Anvers.

Samedi 8 mai à 14h
Manifestation: 'Souvenons-nous de la libération maintenant que c'est encore possible! Unité contre le fascisme, non à l'extrême droite. Org. Le Collectif du 8 mai. Point de rencontre: Stuivenbergplein (tram 12), Anvers. Fin: Dageraadplaats.

Bruxelles

Vendredi 30 avril, 17h,
Manifestation contre la guerre de l'Otan en Yougoslavie. Devant la Bourse.

Samedi 1er Mai à partir de 11h
Fête du 1er Mai 1999 du PTB, Parti du Travail de Belgique. Le plus grand 1er Mai de Belgique. VUB - Auditorium Q, Avenue de la Plaine, 1050 Bruxelles.



Samedi 8 mai, dès 14h30
Samedi Rose: Droits égaux maintenant!. Belgian Lesbian and Gay Pride. Défilé avec départ à la Gare du Nord. Animation à partir de 17h à la Place Rouppe. A 22h Night of the Belgian Lesbian and Gay Pride '99, Salle de la Madeleine, 14, Rue Duquesnoy. Prévente Fnac: 250 F. Entrée: 300 F.

Samedi 8 mai
Fête 'made in dignity'. Diverses activités dont un débat auquel devraient participer les têtes de liste européennes de quatre partis francophones. Org. Oxfam. Aux musées royaux d'art et d'histoire du Cinquantenaire.

Charleroi

Samedi 1er mai à 11h30
Départ des autobus pour aller à la Fête du 1er Mai à Bruxelles. Devant La Braise, Rue Zénobe Gramme 21, Charleroi. Retour à Bruxelles à 19h30 ou 23h30. Carte: 200 F. (étudiants, chômeurs 150 F., gratuit enfants -12). Tél. 071/32.45.65.

Samedi 8 mai, à 20h
Karaoke électoral et soirée dansante. Les bénéfices iront à la campagne électorale. Petite restauration avec cocktail électoral (surprise!). Entrée: 100 F. Org. Chômeurs Charleroi. Infos: Eric 071/47.08.51. Salle La Braise, Rue Zénobe Gramme 21, Charleroi.

Mons

Mardi 11 mai, 19h
Yougoslavie, guerre humanitaire ou guerre d'agression? Conférence-débat avec **Michel Collon** (journaliste à *Solidaire*, auteur de *Poker menteur*) et **Josy Dubié** (Ecolo, ex-journaliste RTBF). A l'amphithéâtre de l'Université Mons-Hainaut, avenue Champ-de-Mars, Mons (lieu sous réserve). PAF 80 F (50 F étudiants et sans-emploi). Org: La Braise, l'AGE-FPSE et le Comité d'Ethique. Infos: 065/31.85.08.

Nivelles

Jeudi 29 avril, 8h45
Procès contre ceux de Clabecq. Avec portes ouvertes. Palais de Justice, Nivelles.

Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Du 31 mars au 30 avril, de 12 à 20h.
L'Otan, machine de guerre des grandes puissances, a 50 ans.
Exposition didactique et artistique sur l'Otan, la guerre et la paix qui contribue à une prise de conscience collective. Renseignement au Centre International: 02/513 79 41.

Mercredi 28 avril à 20h
'Le Tibet'. Conférence de C. Déom - présentation multimédia. Entrée 100F.

Jeudi 29 avril à 20h
'Congo: le combat pour l'indépendance nationale et le pouvoir populaire'. Conférence de Ludo Martens. Entrée: 100F. Org. Ligue Anti-Impérialiste.

Du 7 mai au 29 mai, de 12 à 20 h.
Exposition La Pasionaria
Une exposition ayant pour thème le rôle des communistes durant la Guerre antifasciste d'Espagne à travers une figure: celle de la Pasionaria.

Point de vue de **Jean-Philippe Peemans**, professeur à l'Université Catholique de Louvain

L'argument humanitaire fait partie de la propagande de guerre

L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie viole tous les principes du droit international dont l'organisation atlantique se réclame elle-même. Le prétexte humanitaire est devenu une arme supplémentaire dans la politique d'agression.

JEAN-PHILIPPE PEEMANS

Les bombardements massifs entrepris par les forces de l'Otan contre la Yougoslavie marquent une nouvelle étape dans les relations internationales. Il s'agit en effet d'une agression brutale et concertée contre un pays rendu coupable de vouloir défendre son intégrité territoriale contre une minorité qui veut affirmer son droit à l'indépendance par le recours au terrorisme et à la lutte armée. Or, ce principe de l'intégrité territoriale est celui sur lequel un grand nombre de pays de l'Otan se fondent pour dénier eux-mêmes à leur minorité le droit à (...) l'indépendance. *(L'auteur a évoqué ici les exemples de la Turquie contre les Kurdes, de la Grande-Bretagne contre l'IRA, de la France contre les Corses et de l'Espagne contre l'ETA ndlr)*

Dès le début des bombardements, une grande partie des médias occidentaux, apparemment conscients (...) de la violation du droit dans l'agression en cause, ont évoqué une 'évolution' de ce dernier vers une zone beaucoup plus floue entre principes juridiques et principes moraux. C'est dans cet espace flou que se situerait le droit d'intervention pour raison humanitaire. L'humanitaire était donc déjà invoqué pour justifier l'attaque contre la Yougoslavie, avant même que ne commence l'exode massif des populations du Kosovo. (...) L'exode massif des populations kosovares a suivi et non précédé le début des frappes massives de l'Otan contre la Yougoslavie(...).

Le discours criminalisant le régime de Milosevic et l'accusant d'être le principal instigateur de la politique 'd'épuration ethnique' dans les Balkans est, aussi, bien antérieur à ce nouvel épisode des déplacements forcés de populations. Il date déjà de 1990-1991, quand l'ancienne fédération yougoslave a commencé à se désintégrer, sous l'effet des initiatives nationalistes slovènes et croates. (...)

L'argument humanitaire n'a jamais eu pour préoccupation réelle les misères et les souffrances des populations entraînées dans la guerre par les élites des différentes communautés. Les opérations humanitaires se sont d'une part inscrites dans la logique d'intervention stratégique des pays occidentaux en faveur d'un des camps belligérants, et d'autre part ont servi à justifier cette intervention partisane auprès de leur opinion publique. (...)

Pendant la guerre de Bosnie, ce sont des atrocités ou des actes terroristes contre les populations civiles imputés à la partie serbe qui ont justifié les premières interventions militaires (...) de l'Otan sur le terrain, alors que les experts militaires de l'ONU doutaient fortement de l'origine de ces exactions, et que certains n'hésitaient pas à les imputer à la partie musulmane, le but même de cette dernière étant de provoquer l'intervention extérieure.

A l'inverse, les exactions commises contre les populations serbes n'ont provoqué aucune indignation médiatique ni intervention pour cause humanitaire. Des centaines de milliers de Serbes installés depuis des siècles en Krajina et en Slavonie occidentale ont pu être chassés par le régime ultra-nationaliste croate, sans que cela suscite la moindre indignation ni la moindre initiative militaire pour raisons humanitaires de la part des pays de l'Otan. Ces évènements ont montré que l'argument humanitaire fait partie d'une nouvelle rhétorique de guerre qui permet de justifier une intervention militaire en présentant une partie de la population comme la victime de dirigeants sanguinaires(...).

«Ce que les médias montrent est tellement évident que des arguments politiques supplémentaires ne sont pas nécessaires»

Une aggression contre un Etat souverain est présentée ainsi comme une simple 'punition' d'un dictateur intolérable pour la 'communauté internationale'. Cet 'argument' a été abondamment invoqué lors du déclenchement des opérations contre la Yougoslavie: le porte-parole de l'Otan a déclaré alors, très sérieusement, que le but était la destruction du potentiel militaire de Milosevic, mais que l'Otan n'était pas en guerre avec la Yougoslavie...

En même temps cette criminalisation personnalisée de dirigeants politiques permet d'assimiler la partie de la population qui les soutient à des complices de ces exactions. Ainsi les 'dommages collatéraux' infligés à cette population peuvent être minimisés voire oubliés. Ce montage a fonctionné à plein pendant la guerre de Bosnie à travers la 'criminalisation' des dirigeants bosno-serbes, et fonctionne à plein dans l'attaque contre la Yougoslavie actuellement. Les «crimes» de Milosevic justifient les bombardements contre des objectifs situés en plein coeur des centres urbains, et aucun media occidental ne fait la moindre allusion à la situation des populations civiles soumises à ce déluge permanent de fer et de feu.(...)

L'enfer que vivent les populations de Serbie n'a guère de valeur médiatique. Les conséquences des bombardements pour les civils, ne doivent pas susciter le doute dans l'opinion publique. *(Photo agence de presse yougoslave)*

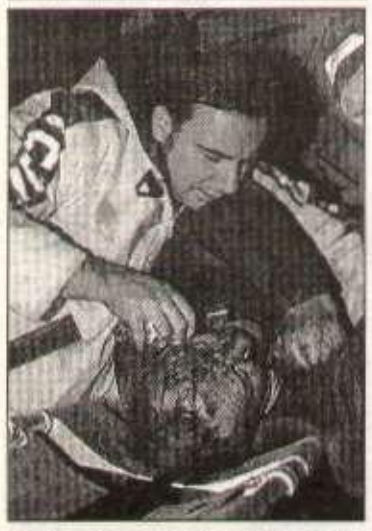
L'humanitaire fait partie intrinsèquement de la nouvelle panoplie des armes de propagande dans les conflits provoqués, depuis dix ans, par les puissances occidentales.(...) L'humanitaire a déjà été utilisé abondamment dans le cas de l'Irak, pour justifier le démembrement de fait de l'Irak, au nom de la protection humanitaire des populations kurdes du Nord. En même temps, les pays occidentaux soutiennent sans faille la répression sanglante des populations kurdes par leur allié turc. (...) Ceux qui osent invoquer cette catastrophe humaine permanente dans les pays occidentaux se voient cependant volontiers taxés de 'complices du terrorisme'. (...) Ces faits permettent de faire l'hypothèse que l'humanitaire fonctionne comme élément de mobilisation des opinions occidentales autour des objectifs de guerre des pays occidentaux quand ceux-ci ne peuvent justifier une intervention par les arguments classiques du droit international, ou parce que les objectifs politiques sont autres que ceux invoqués.(...)

L'exode, conséquence des bombardements, peut être utilisé maintenant pour franchir l'étape suivante

L'exode massif des populations, conséquence directe et indirecte de ces bombardements, par son ampleur même, peut être utilisé maintenant pour franchir l'étape suivante, alors qu'initialement les gouvernements de l'alliance atlantique craignaient que ces bombardements ne puissent être acceptés facilement par leurs 'opinions publiques'. Clinton envoie directement en Albanie des troupes américaines permettant d'appuyer une intervention au sol, le consentement ultérieur de ses partenaires ne faisant apparemment plus de doute, car ils estiment leur opinion publique suffisamment préparée par la mise en scène humanitaire pour franchir l'étape suivante dans l'escalade.

Le mot mise en scène peut paraître exagéré dans cette situation où l'on peut voir des dizaines de milliers de gens en état d'extrême détresse, ayant souvent tout perdu dans leur exode forcé. Cependant le mot n'est pas exagéré, dans la mesure où la présentation médiatique de ces évènements tragiques en font une présentation tronquée, coupée de l'ensemble des dimensions du problème. Elle fait partie d'une impitoyable logique de guerre et de propagande de guerre, et doit être analysée comme telle. (...) Les victimes d'un moment sont des acteurs dans l'ensemble du conflit et la mise en scène consiste à cacher l'activité militaire de la guérilla, alliée objective de l'agression étrangère, et toujours bien présente derrière les souffrances des femmes, enfants et vieillards. Vouloir séparer ces dimensions aboutit à occulter totalement les aspects réels du conflit, et à faciliter, à travers la manipulation des émotions, la montée d'une attitude irrationnelle, qui permet à son tour de faire l'unanimité autour de la nécessité de l'escalade militaire.(...)

11 h. **Meeting international** de protestation contre l'Otan. Avec **Husni Millashi**, président du Parti Communiste d'Albanie, **Ramsey Clarck**, ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis, et **Michel Collon**, *Solidaire*.



Bombardement de la radio-tv serbe à Belgrade, le 22 avril. Au nom de quoi? On dispose désormais du contenu véritable du prétendu 'accord de paix' de Rambouillet: il exige l'occupation de toute la Yougoslavie par l'Otan.
(Photos: www.beonet.yu)

Un document le prouve: l'Otan veut occuper toute la Yougoslavie

Rambouillet: une farce criminelle

Le texte du prétendu 'accord de paix' de Rambouillet exigeait une reddition inconditionnelle du gouvernement yougoslave. Une annexe à l'accord révèle que ce qui intéresse l'Otan, c'est l'occupation d'un pays indépendant, et non une intervention humanitaire.

Selon la version officielle de l'Otan à propos de cet 'accord', une 'autonomie' devait être assurée au Kosovo par 'une force de la paix au Kosovo'. Mais l'annexe B du chapitre 7 précise clairement que l'ensemble du territoire de la Yougoslavie doit passer sous occupation de l'Otan.

Article 8: *«Le personnel de l'Otan aura un accès libre et illimité, avec ses véhicules, navires, avions et matériel, à tout le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, y compris l'espace aérien et les eaux territoriales. Ceci comprendra, de manière non limitative, le droit d'y résider, de s'y déplacer librement et d'y faire usage de tous les terrains et de tous les équipements nécessaires pour la logistique, l'entraînement et les activités.»*

L'article 6 garantit une immunité absolue pour l'armée d'occupation: *«Le personnel de l'Otan bénéficiera toujours et partout de l'immunité juridique pour les délits civils, administratifs, criminels et disciplinaires qu'il commettrait en Yougoslavie.»*

L'article 10 garantit à l'Otan l'usage gratuit de toutes les routes, aéroports et ports yougoslaves.

Le *Berliner Zeitung* écrit à ce sujet: *«Cette annexe ressemble à une reddition inconditionnelle après qu'une guerre ait été perdue... Le fait que le président yougoslave n'ait pas voulu signer pareil document est très compréhensible.»* Si le gouvernement yougoslave avait signé cet accord, il aurait abandonné toute prétention au droit à l'autodétermination sur son propre territoire.

400 militants pour la paix manifestent à Anvers

Detiège (SP) brigue-t-elle une fonction à l'Otan?

La bourgmestre SP d'Anvers, Leona Detiège, avait d'abord interdit le rassemblement contre la guerre en avançant *'Je ne le considère pas opportun'*. Mais en quelques jours, une soixantaine d'organisations ont dénoncé la censure. Avec succès.

PETER MERTENS

La protestation émanait notamment du Humanistisch Verbond (Ligue humaniste), de Vrede (Paix), du PTB, du NCOS Anvers, de Magasins du Monde. Et des cinéastes Lydia Chagoll et Frans Buyens, des acteurs Dirk Tuypens et Charles Cornet, du Choeur Brecht-Eisler...

Hautaine, Detiège maintenait son interdiction. Paul Pataer, président de la Ligue des Droits de l'Homme en Flandre, a déclaré: *«Je suis sûr que la bourgmestre a pris sa décision d'interdire la manifestation après concertation avec le cabinet... Il ne semble donc pas que Van den Bossche interviendra en faveur des manifestants. Pourtant, ça devrait. Manifester est un droit de l'homme fondamental.»*[1]

Le SP ne soutient pas seulement les bombardements sur les hôpitaux, les écoles et les usines, il instaure aussi la censure de guerre.

Mais Van den Bossche et Detiège ont essuyé une défaite significative. Dans le référé introduit par la LAI, Maître Flamand a qualifié la censure de *«censure pour 'raison d'Etat' ou mieux, 'raison d'Otan'»*.

Le jour de l'action, la juge Clara Claus a donné tort à la bourgmestre. Elle a qualifié l'interdiction de manifester *«d'entrave au droit de manifester»* et a déclaré la censure contraire *«au droit constitutionnel de liberté d'expression.»* La LAI a déclaré dans une réaction à la presse: *«Le droit de manifester a été juridiquement arraché pour toute la période de guerre. Anvers ne sera pas une ville de l'Otan, les autres villes non plus. Avec la même détermination, nous voulons arrêter les bombardements de l'Otan, comme l'opinion publique a mis un terme à la guerre au Vietnam.»*

Quatre cents manifestants pour la paix s'étaient rassemblés devant les portes de la maison communale. Tinny Mast est montée la première sur les marches pour souligner que les enfants sont les premières victimes de la guerre.

1 *Gazet van Antwerpen*, 23 april 1999.

160 personnes au débat contre la guerre à Liège

La Coordination contre la guerre de l'Otan en Yougoslavie a rassemblé 160 personnes à Liège, vendredi dernier, sur le thème 'Yougoslavie: guerre humanitaire ou guerre d'agression?'. Parmi les participants, de nombreux syndicalistes, jeunes, enseignants, gens du secteur de l'information et Yougoslaves, parmi lesquels cinq footballeurs.

ALICE BERNARD

Quand on regarde les images vidéo de la télévision serbe, on comprend pourquoi l'Otan bombarde cet émetteur. Il est la seule source qui montre que l'Otan bombarde massivement des cibles civiles. Plus d'un demi-million de travailleurs sont actuellement sans travail et les enfants ne peuvent plus fréquenter l'école.

Michel Collon, journaliste à *Solidaire* et auteur de *Poker Menteur*, a brossé le cadre historique et l'enjeu réel pour l'Occident. Après la conférence, une dizaine d'exemplaires de *Poker menteur* ont été vendus. Michel Collon est un grand spécialiste du dossier, ce qui lui vaut une large reconnaissance. *Solidaire* se vendait aussi comme des petits pains.

André Beauvois, président de la CGSP, s'est exprimé au nom de l'ULDP (Union liégeoise pour la Défense de la Paix). Pour lui, l'interdiction de manifester en Belgique est un signe terrifiant de l'état de notre 'démocratie'. *«Aucune charte de l'Otan n'autorise un droit d'intervention,* a-t-il dénoncé. *L'Otan peut seulement réagir contre une agression, ce qui n'est pas le cas en Yougoslavie. Nous devons réagir vite et avec détermination pour empêcher que l'Otan n'organise en Europe une guerre comme au Vietnam.»*

Dragena, une Yougoslave qui vit en Belgique depuis longtemps, a dénoncé les médiamensonges (voir colonne). *«Beaucoup de Yougoslaves en Belgique connaissent le danger du nationalisme et du racisme*, a relevé l'un d'eux. *En 1992 déjà, nous avons rassemblé 400 signatures à Anvers pour la pétition d'Objectif. Tous les Belges d'origine yougoslave doivent voter pour le PTB, le seul parti qui lutte contre le nationalisme et la guerre.»* Le comité anti-guerre de la Ligue Anti-Impérialiste a trouvé quinze nouveaux collaborateurs.

Les photos de fosses communes: falsification

La semaine passée, les photos aériennes de l'Otan montraient deux endroits au Kosovo où l'on verrait des fosses communes, une 'preuve' des épurations ethniques commises par les Serbes. L'expert néerlandais en cartographie E. Burle a étudié les photos et conclut qu'il s'agit plus que probablement de falsifications.

Les prises de vue avant et après du terrain proche de Pusto Selo sont identiques mais ont été trafiquées: *«Sur la seconde photo, les fosses apparaissent comme une série de points, sur la première photo, il n'y a absolument rien à voir à cet endroit. De toute évidence, quelque chose a été effacé. A cet endroit, une maison a aussi disparu, elle est pourtant visible sur le cliché ultérieur. Ou bien les Kosovars ont eu l'occasion, entre les massacres, de bâtir une maison en quelques nuits, ou bien on a trafiqué les photos.»*

Et à propos de la seconde photo, d'Izbica, *«il y a un ligne de collage qui ne peut qu'être la conséquence du collage de plusieurs images.»* Les menteurs de l'Otan n'ont pas pu y répondre: à leurs propres dires, ils sont 'trop occupés'. A fabriquer de nouveaux mensonges? (Source: *Algemeen Dagblad*, 24 avril 1999)

Une journaliste qui n'entend que ce qu'elle veut bien

Dragena est d'origine Serbe. Elle vit en Belgique depuis 23 ans. Mardi passé une journaliste de la RTBF-radio lui demande une interview. Pour avoir l'avis des Serbes sur la guerre.

Dragena: *«Elle avait l'air gentille et toujours d'accord avec moi! J'ai commencé par lui dire ma colère contre cette guerre. Les bombardements sont un vrai désastre pour tous les peuples de Yougoslavie, pas seulement pour les Serbes. Il y a également 30% de la population qui n'est pas Serbe et qui souffre aussi. Elle insiste pour savoir si je suis aussi solidaire des Albanais du Kosovo. Je lui réponds que bien sûr. Je m'inquiète aussi de la pollution dont les médias ne disent pas un mot. A Beric, par exemple, ils ont détruit une usine de chlore: des émanations polluent toute la région et pas seulement la Yougoslavie. Je m'inquiète pour ma famille. J'aimerais bien faire venir ici ma nièce, car je sais qu'elle vit dans la terreur des bombes, mais c'est difficile à cause des visas et puis ils ne veulent pas quitter la Yougoslavie.*

Le lendemain, j'ai été choquée en écoutant la radio. Ils ont retenu que je suis solidaire des Kosovars et que je voudrais bien que ma famille vienne ici. Le sort des autres victimes, la catastrophe écologique, la volonté de ma famille de rester là-bas: ça ne cadre pas dans la propagande de guerre, donc ça ne passe pas.» (AdL)

Ce que tu as raté, au camp de Pâques de Rebelle

Ceci est le résultat du travail de l'atelier journalisme pendant le camp de Pâques de Rebelle, du lundi 12 jusqu'au dimanche 18 avril à Balen. Là, notre équipe de reporters a interrogé des jeunes candidats PTB-UA présents au camp. Ils ont visité les autres ateliers et rassemblé des témoignages de nouveaux participants qui ne connaissaient pas encore Rebelle. Le résultat n'est pas si mal pour des amateurs, non?

SARAH, JEAN-YVES, LUCA, HARKO ET DIETER

Atelier vidéo

Mohamed, 20 ans: «J'ai choisi l'activité vidéo. Notre projet est de réaliser une vidéo du camp pour faire connaître Rebelle à d'autres jeunes. Elle sera diffusée sur Internet. Les médias donnent peu souvent la parole aux jeunes. En les filmant et en les interviewant, j'ai vu qu'ils avaient pourtant plein de choses à dire. C'est génial! Ici, j'ai appris comment la télé travaille et je remercie Frans, le moniteur vidéo de *Regards croisés* de Bruxelles. On a filmé tous les recoins, les dortoirs, les fous rires, les soirées, les activités. Maintenant on fait un best-off.»

Vendredi, après quelques heures de formation vidéo, quatre jeunes du groupe vidéo se sont rendus à la manifestation contre la guerre en Yougoslavie, organisée par la LAI, à la Bourse de Bruxelles. Ils ont interrogé et filmé plusieurs manifestants. Le reportage est diffusé sur le site internet du PTB.

Joachim: «Les grands médias (RTBF, RTL-TVI, ...) ne donnent que le point de vue de l'agresseur. Ce sont devenus des instruments de propagande au service de l'Otan. Il y a énormément de désinformation pour conditionner l'opinion publique à accepter la guerre. On a donc voulu faire une vidéo qui donne un autre son de cloche. On voulait montrer que des gens luttent contre la guerre. Ce qu'on a filmé sera diffusé sur le site du PTB. En participant à l'atelier vidéo, j'ai appris à manier une caméra, j'ai appris les quelques règles de base pour pouvoir donner à un reportage un minimum de qualité. L'audio-visuel est très puissant et la bourgeoisie s'en sert. Nous aussi nous devons apprendre à utiliser cette arme là.»

Le show élections

Ann, responsable de cette soirée nous explique: «Pour commencer la soirée, les jeunes d'Anvers ont défilé sur un beat techno avec le matériel pour les élections: cartes 1er mai, vidéos, briquets, affiches, livres, ... On a fait un jeu expliquant les différences entre les partis de 'gauche': PS, Ecolo, les trotskystes et le PTB. Le but était de deviner à quel parti appartenait les citations que je lisais.

Après, on a donné un mot d'explication: pourquoi participer aux élections, que faire: coller des affiches, distribuer des dépliants, vendre des cartes de soutien, ...

Finalement, chaque table a 'reçu' un candidat et devait lui inventer la meilleure campagne électorale possible. L'ambiance était très chouette. Tout le monde a bien participé même si, pour certains, le jeu des citations n'était pas facile. Le décor en plastique noir de Timothée était également très chouette.»

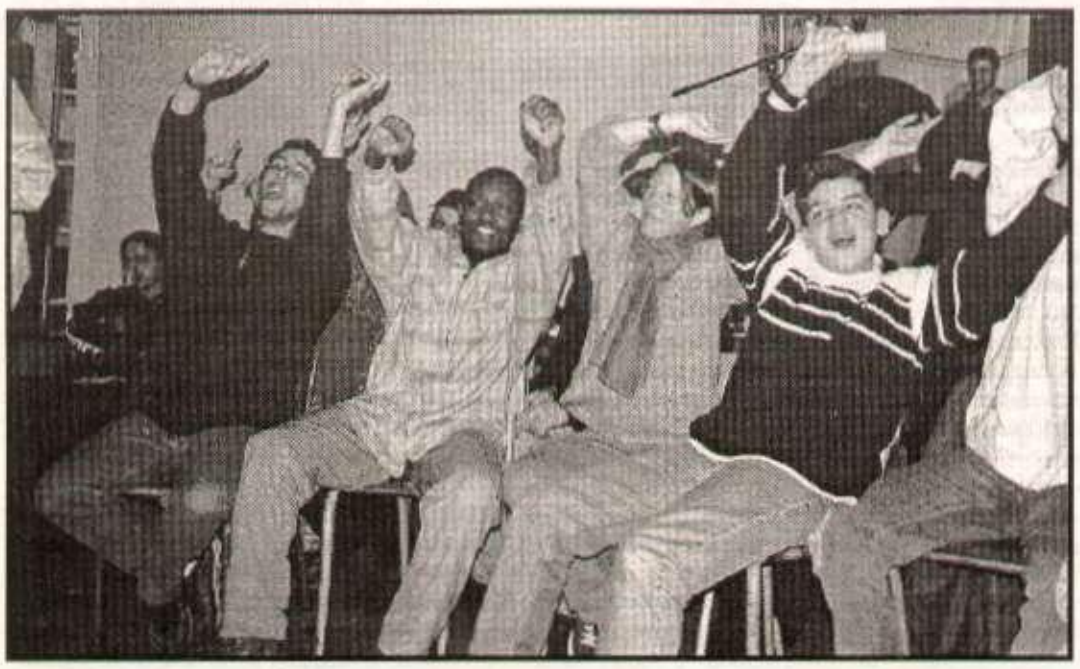
Soirée culturelle

Sarah: «La soirée culturelle s'est déroulée en deux parties: un quizz musical et un spectacle de petites représentations pendant lequel quelques jeunes ont pu nous montrer leurs talents.

Pour le spectacle, Sim et Arturo nous ont interprété *Hasta Siempre* à la guitare, Alberto et Frank un morceau de rock'n roll au piano, Mustafa et Abdel ont fait un strip-tease, les *Spice Lietch* (Liège, en wallon) ont interprété *Happy Day* , Sadik, Manuel et Ben ont fait leur rap, une démonstration de danse, ... et le tout dans une ambiance incroyable!»

Alberto: «Pendant cette soirée culturelle, on a vu qu'il y avait plein de talents parmi nous et que les jeunes aiment chanter et danser. Chacun reste dans son style, avec ses capacités. Il n'y a rien de tel qu'une soirée comme celle-là pour apprendre à connaître les gens et créer une ambiance d'enfer dans le groupe.»

Michel: «Je trouve qu'il aurait fallu des filles pour le strip-tease!»



Atelier rap

Sadik, Manu, Ben, Gerard et Sien ont participé à l'atelier rap et ont eux-mêmes composé ce texte. Ils l'ont chanté à plusieurs reprises:

Tard dans la nuit un bruit sourd me réveille,
Dans le salon, la télé montre les bombes qui tuent les vieux, les vieilles.
Ils disent: «Nous ne pouvons accepter toute la misère du monde»,
Ils tuent Semira puis jettent des peuples dans la tombe.
Le pétrole, intérêt principal pour l'Allemagne et les USA
Mais qui te dit ça? C'est ni l'école ni les médias.
Quelle est la solution? Dissolution de l'Otan car autant
Te dire que le temps nous rapproche du troisième grand bain de sang!

Refrain:
Vertel het voort aan iedereen die 't hoort
De navo, de navo dat is moort (2x)
A tout ceux qui l'entendent, à tout ceux qui l'entendent
L'Otan, l'Otan verse le sang (2x)

FMR et moi représentons les réfugiés
Politiques. Dans quelle misère dans quelle galère
Se trouvent ces pauvres gens
Qui doivent supporter les bombes de l'Otan
Et des USA, et des USA, message aux USA:
Cessez de faire pression sur la Serbie
Au moyen de l'Otan, la Yougoslavie
Doit rester unie, doit rester unie.

Refrain

Par le système omis, j'vomis mes conneries dans l'cromi
C'que t'a pas vu à la TV ce qu'on t'a pas dit dans ta classe
J'te l'envoie cash. C'est pas l'humanitaire qu'ils cherchent,
C'est à la thune qu'ils pensent et pour ça, ils déclenchent
Des milliers de morts. Rien à foutre ici le blé passe avant la vie,
C'est pas savant la révolte que je prône
Est la solution, vous l'verrez quand on sera sur le trône.

Refrain

La guerre, les bombes, les armes chimiques
Ne sont en fait que des moyens politiques
Dont ils se servent pour faire plus de fric (le sang c'est de l'argent)
Chaque guerre commence par les ragots des médias
Médias, médias, commettent un attentat
Cet attentat cache le vrai génocide
Dix sept millions de personnes humaines
Meurent chaque année de ce système
L'argent de l'armée américaine sauverait de la faim la race humaine
Du temps de la Yougoslavie socialiste
Les gens n'étaient pas des nationalistes
L'Otan et sa politique de l'axe luttait contre la solidité du pacte
Union, union contre le système
Les peuples du monde briseront leurs chaînes
La lutte de classe internationale sous dictée de bouger au niveau national
Ils bombardent les Yougoslaves pour en faire des nouveaux esclaves
En Belgique seul le PTB peut inverser le sablier

Refrain

Jeu Tiers Monde

'Tour du monde' est un jeu d'équipe. Le but est de gagner 50.000 FB (fictifs, bien sûr!) pour partir en voyage. Mais pour avoir cet argent, l'équipe doit remporter avec succès un certain nombre d'épreuves. Comme le stage de taekwondo en Corée. Pour remporter cette épreuve, les jeunes doivent frapper sur un bois placé très haut. Il y a aussi l'épreuve du PNB: douze chaises représentent le PNB mondial. Chaque équipe doit deviner combien de chaises représentent le PNB du 1/5 de la population la plus riche du globe. (10 chaises sur 12!). 4/5 de l'équipe doit alors se placer sur 2 chaises, tandis que le 1/5 restant jouit des 10 autres chaises.

Il y a des épreuves sur l'esprit d'équipe et la confiance dans le groupe, sur le mime, ... Quand un groupe de flics arrivent, l'équipe doit protéger ses membres. Et si le flic parvient malgré tout à soulever une personne du groupe, ce dernier perd 2.000 FB. Les jeunes ont vraiment bien participé et se sont pris au jeu des discussions.

Atelier Internet

Brecht: «C'est la première fois que j'ai vraiment appris à travailler avec internet. Sur le site du PTB, nous avons créé notre propre page 'Peace and resistance', en utilisant des articles et des photos que nous avions trouvés les premiers jours sur internet. Sur quelques sites yougoslaves, nous avons trouvé des photos de victimes civiles et de quartiers populaires bombardés par l'Otan qui prétend que c'est une guerre propre. Un horrible mensonge.»

Glen: «J'ai choisi internet, parce que notre société évolue extrêmement vite. Nous vivons dans un monde interactif et internet y joue un rôle important. Sur notre site 'Peace and resistance', nous avons également un 'chat box' qui nous permet de communiquer avec des jeunes de tous les coins de la Belgique et d'autres pays. A l'occasion de notre dernière action école, nous avons ainsi pu dialoguer avec une quinzaine de jeunes. Nous conservons ce site et pourrons donc encore l'utiliser après le camp.»

Vous pouvez nous trouver sur le site Peace and resistance: www.ptb.be/paix

Jeu d'aventure

Lucile (14ans) raconte: «On nous a déposé à 12 kilomètres du camp et on a dû rentrer tout seul. Le long du chemin de retour, il y avait plusieurs épreuves à surmonter. A un moment, on est arrivé à un lac. On a dû en faire le tour en canoë gonflable. Après on a marché longtemps. L'épreuve suivante se faisait avec de l'huile. Il y avait une bouteille pleine d'huile d'un côté et une bouteille vide de l'autre. On devait amener l'huile d'une bouteille à l'autre dans notre bouche. En fait, on était en Serbie, et l'huile représentait le pétrole et le parcours entre les deux bouteilles un pipe-line. Au début, on était dégoûté. Mais c'était assez marrant.

Après, on a dû suivre le côté droit du lac. Il y avait de la boue, des arbres, parfois fallait sauter au-dessus des barbelés et de la rivière. Après on a dû s'orienter à l'odeur. Si ça sentait le vinaigre, fallait tourner à droite. Si ça sentait l'ail, à gauche. On est arrivé à un pont, on a dû passer en-dessous à l'aide de cordes. On était plus ou moins à un mètre de l'eau et on pouvait vraiment tomber dedans. Après, on a marché encore une heure pour rentrer au camp. Alberto nous a fait courir pour faire croire aux autres qu'on n'était pas fatigués, mais en réalité, on était vraiment crevés!»

Luca, 15 ans, Herstal: «Ce que j'ai préféré, c'était le parcours dans la nature. On ne savait jamais exactement où il fallait aller. Mais tous les chemins arrivaient au même endroit. On avait notre chansonnier et on a bien chanté et rigolé. Conclusion: génial le jeu!»

Michaël, 14 ans, Vilvorde. «Pour faire ce jeu, faut vraiment avoir de l'endurance. Faut être prêt à sauter au-dessus des rivières, ...»

Els, de Sint-Niklaas: «C'était la meilleure activité du camp. Il y avait plein d'ambiance, entre autre grâce à ceux de la maison de jeunes 'Rzoezie' de Malines. L'ambiance était à son comble quand un de ces jeunes est tombé à l'eau dans le domaine militaire.»

Kenny, également de Sint-Niklaas: «Je me suis bien amusé pendant cette marche d'endurance. Il y avait de l'ambiance et nous nous entraidions. Le moment le plus critique c'était lorsque nous avons dû traverser le canal à l'aide de deux cordes.»

Lettre ouverte à Emilie Hoyos (FEF), candidate chez les Verts

Ecolo n'est pas une alternative pour la jeunesse...

Régulièrement, je rencontre des amis qui se sont engagés sincèrement dans le mouvement pour un enseignement démocratique et qui, comme Emilie Hoyos, présidente de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF), se tournent aujourd'hui vers Ecolo. D'autres copains me disent hésiter entre voter Ecolo ou PTB. Ecolo va-t-il apporter le changement qu'attendent les jeunes? Défend-il les sans-papiers, un enseignement accessible à tous, une autre société?

BENJAMIN PESTIEAU

Mes copains sont choqués comme moi par le système dans lequel on vit. Un système où les grandes entreprises ont tous les droits: jeter à la rue des milliers de personnes (comme à Renault ou Clabecq), exploiter jusqu'à la mort les ouvriers (plus de vingt décès à Renault-Douai l'année passée, essentiellement à cause des cadences). Ce sont aussi ces entreprises qui dictent les politiques que les gouvernements doivent suivre. Ce n'est pas un hasard si la politique des gouvernements européens en matière d'enseignement ressemble comme deux gouttes d'eau à celle préconisée par la *Table Ronde des industriels européens*, qui regroupe les patrons de plus grandes entreprises.

L'exclusion s'accroît de jour en jour. On préfère traquer des chômeurs qui ne se déclarent pas cohabitants que de poursuivre les riches qui pratiquent la fraude fiscale à grande échelle. On n'arrête pas de demander à nos parents de se serrer la ceinture, on allonge à neuf mois le stage d'attente avant de pouvoir toucher les allocations de chômage, on vire trois mille profs dans le secondaire, on rabote les bourses d'études, etc. Tout ça au nom de la compétitivité des entreprises.

Cette société est aussi cause d'insécurité et de guerre. Plus de mille réfugiés sont morts en tentant de fuir la misère pour entrer dans la forteresse Europe. Et l'Otan bombarde les travailleurs, étudiants et enfants yougoslaves pour contrôler une région stratégique.

Que dit Ecolo de notre système économique?

«La création d'emploi nécessite une économie forte, compétitive et orientée vers la durabilité», affirme Ecolo. Qui défend, par exemple, l'accord gouvernemental rouge-vert en Allemagne: *«[Cet accord] a une volonté de réorientation vers un développement écologiquement et sociolement durable au cœur d'une Union européenne dotée de nouvelles ambitions. Cette réorientation n'implique donc pas de séisme politique ni de décisions spectaculaires susceptibles de provoquer l'opposition dure des milieux économiques et sociaux.»* Que veut dire ne pas *«provoquer l'opposition dure des milieux économiques»*, sinon que les patrons peuvent compter sur les Verts pour défendre leurs intérêts?

Voilà le réalisme d'Ecolo. Il ne parle certainement pas d'améliorer les conditions de travail, de diminuer le temps de travail sans perte de salaire en taxant les bénéfices énormes des entreprises. Ecolo ne défend même pas des transports en commun de qualité et gratuits, payés par un impôt sur les grosses fortunes. Non, il préfère soutenir la 'réforme écologique de la fiscalité' développée par les Verts allemands: *«Les charges liées aux salaires seront diminuées; les cotisations pour l'assurance sociale qui sont aujourd'hui de 42,3% du salaire brut seront ramenées à moins de 40%. (...) Pour ce faire, une augmentation du prix des carburants de 1,2 F/l est prévue, le mazout de chauffage coûtera 0,80 F/l de plus, le gaz de chauffage 0,07F/kwh et l'électricité 0,40F/kwh»*

Pour Ecolo, être écologique signifie diminuer le salaire indirect des travailleurs (les charges sociales) et augmenter le prix de l'essence. Une mesure qui va encore toucher les travailleurs obligés d'utiliser une voiture, vu l'absence de transports en commun de qualité! Ca, c'est le réalisme d'Ecolo. Non, vraiment, ce parti n'a pas un autre projet de société. Le seul changement qu'il apporte, c'est d'ajouter partout le mot 'écologique'.

Un enseignement démocratique et accessible à tous?

Moins de 7% d'enfants d'ouvriers se retrouvent à l'unif. Si tu es boursier, tu n'as pas intérêt à rater ton année, sinon... au revoir la bourse. Or, 60% des étudiants de première candi sont busés. Uniquement pour revenir à l'encadrement de 1980, il faudrait trouver au moins 200 milliards. Et que propose Ecolo? Un refinancement de l'enseignement de... 2 à 15 milliards!

De plus, Ecolo veut aller chercher l'argent dans nos poches et celles de nos parents. Pour les Verts, *«il est temps que le débat sur le minerval ne soit plus tabou»*. Ils proposent d'instaurer un minerval différé, c'est-à-dire de *«demander aux personnes diplômées de l'enseignement supérieur et universitaire ayant trouvé un emploi de contribuer partiellement, a posteriori et en fonction de leurs revenus, pendant quelques années, aux investissements spécifiques faits par la communauté pour financer leurs études.»*

Non, ils ne vont pas prendre l'argent chez des gars comme Albert Frère mais chez l'étudiant qui a fini assistant social, travaille comme éducateur et gagne 34.000 F par mois! Ou ils vont demander à la Communauté flamande de payer pour les étudiants néerlandophones qui viennent étudier dans les établissements francophones. C'est le même discours que tient Van den Brande, ministre-président de la Communauté flamande, qui veut fédéraliser la Sécu parce qu'on est plus souvent malade en Wallonie qu'en Flandre.

Etudiants francophones comme néerlandophones, nous avons tous besoin d'un enseignement gratuit. Pour y arriver, il s'agit d'être solidaires. Nous avons les mêmes problèmes et les mêmes ennemis: les mêmes grandes multinationales qui nous imposent leurs plans via les Ancion, Laurette ou Van den Bossche. Et la même gendarmerie qui nous tape dessus quand on manifeste à Liège ou à Leuven.

Ecolo, le parti des sans-papiers?

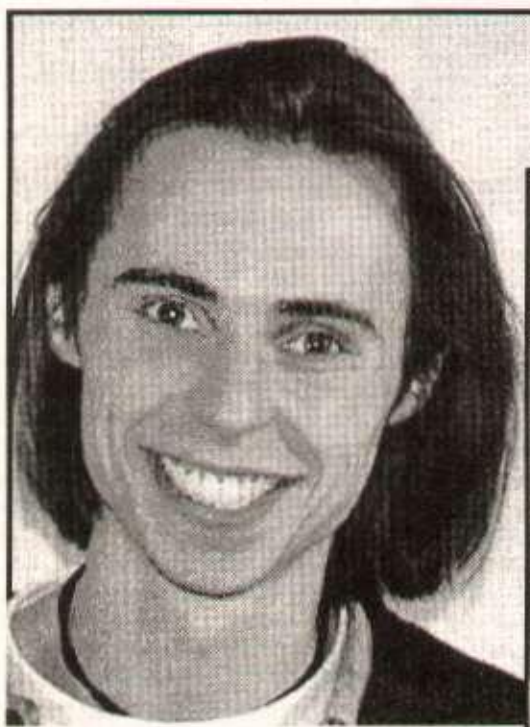
«Régulièrement, nous trouvons soit des cadavres, soit des êtres humains à moitié morts au port d'Anvers, m'a confié un docker. *Ils fuient la misère, la guerre qu'il y a dans leur pays... pour trouver une autre misère.»* Tant qu'il y aura des conditions pour entrer dans notre pays, des réfugiés continueront d'arriver dans cet état au port d'Anvers. Mais, de leur côté, Ecolo et Agalev veulent absolument rassurer le gouvernement: leurs propositions en matière de réfugiés les *«distinguent radicalement de l'option 'frontières ouvertes'»*.

En effet, pour les Verts, pas question d'arrêter les expulsions: *«Malgré la réforme structurelle que nous préconisons de la loi sur les étrangers, il subsistera des cas de personnes dont la procédure se conclut négativement ou qui seront arrêtées en situation non régularisable. (...) Si le départ volontaire n'est pas accepté en dépit de ces améliorations, nous n'excluons pas le recours à la contrainte.»* Voilà le ministre rassuré, les Verts sont contre les frontières ouvertes et pour les expulsions.

Les Verts sont quand même pour la régularisation des sans-papiers, vous dites-vous. Oui, mais à condition que ceux-ci puissent *«prouver être en Belgique depuis 5 ans ou avoir demandé leur statut depuis 3 ans et qui ne se sont pas rendus coupables de délits graves»*. Et ceux qui sont là depuis 4 ans et 11 mois? Ceux qui ont demandé leur statut depuis 2 ans et 8 mois? Ceux qui ont commis un petit délit (vol, travail au noir, etc.) pour survivre à la misère que la Belgique leur offre?

Ecolo ne relaie donc pas la revendication centrale des sans-papiers: le régularisation de tous, sans condition. Ses solutions perpétueront donc la situation actuelle: clandestinité pour les uns, rapatriement forcé pour les autres.

Oui, Les verts sont une alternative... mais pour les riches! Ils ne remettent pas du tout en cause le système, ils en sont un des meilleurs défenseurs. Les Verts sont la dernière trouvaille de la bourgeoisie pour récupérer les intellectuels, les profs, les travailleurs déçus du système. Comme disait Silvio Marra, ancien délégué de Clabecq, *«la seule différence entre Ecolo et le reste du bloc monolithique PRL-FDF-MCC-PS-PSC, est qu'il ne s'est pas encore déculotté en participant au gouvernement.»*



Elections 1999

Benjamin Pestieau est étudiant à Louvain-la-Neuve et membre de la direction nationale du Mouvement Marxiste-Léniniste, l'organisation étudiante du PTB. Il est candidat sur la liste PTB-UA pour le Conseil régional bruxellois et pour la Chambre au Brabant wallon. *«Quand l'Otan a commencé à bombarder la Yougoslavie, j'ai sursauté*, explique Benjamin. *Vingt jours de bombardement représentent un montant plus important que celui que nous réclamons depuis des années pour l'enseignement. Tous ces moyens partis en destructions et massacres. C'est pour donner une carte rouge à ce système que je suis candidat aux élections.»*

Des dizaines de jeunes sur les listes électorales du PTB-UA

Sur les listes PTB? Onze jeunes disent pourquoi

Autant de jeunes candidats sur les listes électorales, où peut-on voir cela si ce n'est au PTB? Et encore, ceci n'est qu'un tout petit échantillon! Quand on pense que le PSC voulait rajeunir ses listes en y plaçant des 'jeunes' de moins de 40 ans... Une jeunesse consciente et déterminée, voilà la force de notre parti.

Alberto Di Lena, 21 ans, étudie le piano au conservatoire de Liège: «La guerre en Yougoslavie est provoquée par les multinationales qui veulent contrôler la route du pétrole dans la région. Tous les partis, à l'exception du PTB, soutiennent les bombardements. Le 13 juin, nous devons absolument avoir un élu au parlement pour qu'il élève sa voix contre ces hypocrites qui détruisent la Yougoslavie.»

Gérard Mugemangango, 25 ans, habite Schaerbeek. Il est comptable et membre du PTB: «Nous devons organiser des actions dans les écoles: des exposés sur la Yougoslavie, des enquêtes sur les questions des jeunes, vendre le *Solidaire* et le *Che*, distribuer des tracts, créer des comités anti-guerres, ... On pourrait également faire une minute de silence pour les victimes de la guerre.»

Jean-Yves Verraes habite Herstal. Il a 22 ans et est cuisinier:,fan d'échec et de billard. «Le 3 avril, à la manif pour la paix à Bruxelles, quand les gendarmes m'ont écrasés la tête contre un combi, j'ai compris que nos luttes en Belgique étaient identiques à celles en Yougoslavie, on se bat contre les mêmes capitalistes.»

Michel Goffart, 23 ans, travaille chez Planet Internet. Il est responsable de MML, l'organisation des étudiants du PTB, à Anvers: «Rebelle et MML organisent des actions contre le racisme, pour l'ouverture des frontières ('Frontières Ouvertes') et contre la guerre. La campagne électorale est une continuation de ce combat. Chaque voix que nous gagnons est une voix consciente contre la guerre, mais également contre tout ce qui tourne mal en Belgique.»

Nicolas Coopmans, liégeois de 20 ans, pratique le taekwondo et aime le rap: «L'Otan détruit des usines en Yougoslavie et donc des emplois: les ouvriers, belges comme yougoslaves, se battent pour leur emploi et défendent leur outil de travail. Le capitalisme réprime toujours le peuple: que se soit un contrôle de police, une arrestation dans une manif ou un bombardement, c'est la même répression.»

Lesley Versprille, 23 ans, vit à Gand et travaille avec 'Parole aux jeunes': «Ce que nous faisons au PTB, c'est du concret. Pour Semira nous étions dans la rue, pour le jeune Abdel Halim aussi. Dans ce parti, j'ai appris à avoir une opinion critique sur tout.»

Raoul Hedebouw, 21 ans, est en deuxième licence biologie à l'université de Liège: «Le 3 avril, j'ai eu affaire à la police de Bruxelles parce que je voulais manifester pour la paix. Les flics ont flashé dans le car avec un spray au poivre. Deux images me sont alors venues à l'esprit: peace and love et bulldozers. A long terme, il faudra opter pour les bulls, comme ceux de Clabecq, car on arrivera jamais à une société socialiste sans se battre.»

Tieneke Schrijvers, 23 ans, habite à Genk où elle est la monitrice principale des Pionniers, l'organisation du PTB pour les plus jeunes. Elle termine cette année ces études d'infirmière: «Il y a un lien manifeste entre ce qui se passe en Yougoslavie et dans notre pays. Ici on peut également exacerber les nationalismes à tel point que les gens commencent à s'entre-tuer. La lutte contre le nationalisme est donc importante aussi en Belgique.»

Sebbe Vandeputte, 24 ans,originaire de Flandre, habite depuis un an à Charleroi: «Voter PTB, c'est donner une voix à la paix. Les jeunes doivent s'informer, informer leurs amis et se mobiliser pour la paix. Je fais un appel à tous les jeunes pour qu'ils rejoignent Rebelle.»

Wouter Van Damme, de Gand, a 26 ans et est ingénieur. Il va travailler à mi-temps pour la campagne électorale du PTB à Mons: «J'ai été très choqué par la mort d'Abdel Halim (17 ans) abattu par la gendarmerie. Je me suis battu pour que justice soit faite. La nuit même, j'ai réalisé un tract que j'ai distribué à 2000 exemplaires dans les quartiers et les cafés turcs. Le jour après, il y avait une commémoration avec plus de 200 personnes.»

Valérie Heuchamps, 23 ans, habite Liège. Diplômée en philologie romane, elle est à la recherche d'un emploi: «J'en ai assez de voir des enfants victimes de la misère et de la guerre, alors qu'en cette fin de 20ème siècle, on a les moyens de permettre à la terre entière de vivre dignement. Je suis candidate sur les listes du seul parti qui défend les petites gens: le PTB. Au départ, j'avais un peu peur de la réaction de mes parents. Ma mère votera pour moi... Il faut avoir le courage de ses opinions.»

Un groupe communal en plein essor...

Thérapie saint-gilloise contre le 'syndrome de la sonnette'

6000 voix pour élire Nadine Rosa-Rosso au Conseil bruxellois, impossible? Tout dépend des capacités du PTB à rassembler les gens. Quelques militants ont donc décidé de créer un groupe communal à Saint-Gilles.

GILLES MARTIN

«Tu crois que c'est possible d'inviter personnellement une centaine de personnes de la commune à notre réunion électorale?» La question fuse comme un défi. Beaucoup de militants ont encore peur d'aller à la rencontre des gens. Peur de téléphoner, de déranger, ... Pourtant, lorsque nous descendons dans la rue, nous remarquons que les gens sont de plus en plus ouverts au communisme. Ils ont besoin d'une alternative politique.

Persuadés que les temps sont favorables, nous nous jetons à l'eau. On sonne, on remet l'invitation et on discute cinq minutes. Nous refusons de faire usage de la poste, pour des raisons d'argent, mais aussi et surtout car on veut vraiment se faire connaître et discuter. Il faut se battre contre le 'syndrome de la sonnette': renoncer à rencontrer les gens et laisser simplement l'enveloppe dans la boîte aux lettres.

Loin de rassembler les cent personnes espérées, notre groupe communal est néanmoins un succès: nous voilà 22 autour de la table, dont beaucoup de nouveaux. La réunion commence par une protestation unanime contre les frappes de l'Otan en Yougoslavie. Un nouveau collaborateur du parti est révolté: *«J'avais un match important, mais je l'ai annulé pour venir ici, tant je suis dégoûté.»* Un camarade d'origine irakienne: *«Je suis ici car le PTB a soutenu l'Irak dès le début de le guerre du Golfe. Aujourd'hui, c'est à mon tour de vous soutenir.»* Notre réunion est une véritable macédoine: Congolais, Haïtien, Irakien, Marocain, Italien, Belges.

Cependant, un ami néerlandophone exprime son mécontentement: *«Il n'est pas normal que les néerlandophones ne puissent pas voter pour D'Orazio aux européennes.»* Un ancien délégué des Forges répondra: *«Il y a une liste équivalente aux Européennes, vous la connaissez mieux que moi...»*[1]

Chacun exprime ensuite son intention d'agir: convaincre dix personnes de voter PTB-UA, venir au 1er Mai, donner un peu de soutien. En route pour la conquête des Bruxellois et Bruxelloises...

1 Si vous êtes néerlandophone et que vous vivez dans l'arrondissement d'Hal-Vilvorde, vous pourrez voter pour D'Orazio. Qu'on se le dise!

Patrick Moens, Gilles Martin et Michel Barile ont mis sur pied un groupe communal. Résultat: 22 personnes au premier rendez-vous. Chacune d'entre elles veut s'investir pour concrétiser l'alternative du PTB. (*Photo Solidaire*)

Liste de soutien élections PTB-UA

Anvers
Tirelire MPLP-Malines 1.700 ; De Bres-Deurne 1.000 ; G.B. Ekeren 1.000 ; J. De Bres-Deurne 460 ; soutien lors de la propagande 10.440 ; tirelire De Bres-Deurne 10.000 ; V.M. Anvers 5.000 ; N.J. Malines 5.000.
Total semaine: 33.600
Total à ce jour: 383.152

Brabant
Soutien lors de la propagande 350 ; sympathisant G. Grimbergen 500 ; soutien ponctuel 500 ; H.J. Louvain 3.000.
Total semaine : 4.350
Total à ce jour : 232.660

Hainaut
G.E. Couillet 2.000 ; vente lasagnes 1.300 ; vente couscous 400 ; L.L. Cuesmes 1.000.
Total semaine: 4.700
Total à ce jour : 261.594

Limbourg
A.S. Genk 1.000 ; brunch MPLP-Genk 1.700 ; patient E MPLP-Lommel 500, patient F MPLP-Lommel 500 ; mère F. 1.000 ; anonyme F. 370 ; vente divers 200.
Total semaine: 5.270
Total à ce jour : 98.299

Liège
Tirelire MPLP-Seraing 2.020 ; anonyme D MPLP-Seraing 4.000 ; tirelire MPLP-Herstal 206 ; M.I. Liège 100 ; V. et D. Liège 300.
Total semaine: 6.626
Total à ce jour : 82.155

Flandre orientale
R.D. Gand 1.000 ; B.F. Gand 500 ; tirelire MPLP-Zelzate 3.000 ; soutien lors de la propagande 5.000 ; V.J. Gand 500 ; T.B. Philippine 5.000 ; M.W. Lebbeke 400 ; recette brocante De Sikkel-Gand 70.000.
Total semaine: 85.400
Total à ce jour : 412.096

National
V.D.E.A. Nevele 4.000 ; S.J.W. Bruxelles 1.000.
Total semaine: 5.000
Total à ce jour : 263.569

Total semaine 11 : 144.946
Total général : 1.763.958

1er Mai
Anvers : 12.720 • Brabant : 16.300 • Hainaut : 15.100 • Limbourg : 13.200
Flandre orientale : 2.200 • National : 3.600 • Total : 63.120

Votre soutien est le bienvenu au compte 001-1151486-75 de Fonds de soutien PTB, communication '13 juin 1999'. Egalement via phonebanking. Les dons de plus de 20.000 F ne sont pas admis par la loi électorale.

Le contact personnel peut faire beaucoup...

Pendant les six semaines qui nous séparent des élections, nous voulons contacter personnellement non moins de 750.000 personnes. Et c'est incroyable de voir à quel point les gens sont contents de rencontrer quelqu'un du PTB. C'est en tous cas l'expérience de Bert De Rijcke, de Heist-op-den-Berg. Récit d'enquête.

BERT DE RIJCKE

Même à l'époque d'Internet, rien ne vaut un contact humain chaleureux, à domicile. Je dois reconnaître que, même lorsque je vais chez des gens qui nous connaissent bien, je suis toujours assez incertain. Je tombe peut-être à un mauvais moment? Ou je fais mauvaise impression? Ou je ne pourrai pas répondre à toutes leurs questions? Mais cette fois, je n'en reviens pas... De toute évidence, je manque de confiance dans les gens.

Je me présente à la porte. *«Quelqu'un du PTB!»*, lance madame à sa famille. Et tout le monde accourt.

Le père et le fils ne s'en cachent pas: *«Il faut que quelque chose change. Voyez comme le capital agit maintenant! Ça ne peut pas continuer comme ça. Les gens vont encore devenir plus pauvres. Ils vont se révolter.»*

Je sors les listes de parrainage. Sur ces entrefaites, le beau-fils, la fille et un ami de la famille se joignent à nous. Tout le monde signe. J'ajoute, avec hésitation: *«La prochaine étape, c'est de voter pour le parti. Pouvez-vous convaincre d'autres gens de voter pour le PTB?»* La réponse ne se fait pas attendre: *«Nous sommes déjà occupés à le faire.»* Presque toute la famille travaille dans une grande entreprise. Ils parlent du parti au boulot.

Heureusement, j'ai emmené avec moi la brochure *Rejoignez le PTB*. La famille réagit avec étonnement: *«Ah? Nous ne sommes pas membres? Nous avons pourtant un abonnement à Solidaire!»* C'est ainsi que j'ai découvert ...des membres potentiels.

Notre enthousiasme réciproque grandit de minute en minute. Je leur confie des listes de parrainage ainsi que la vidéo électorale et je les invite chaleureusement à venir à la fête du 1er Mai.

Nous fixons rendez-vous pour une prochaine rencontre: *«Nous aurions en tout cas voté pour le parti. Mais maintenant que nous avons rencontré quelqu'un, nous en sommes encore plus sûrs.»* La leçon que j'en tire? Descendons dans la rue, rendons visite aux gens, osons nous adresser à eux... ne laissons pas sur leur faim des communistes en puissance!

Descendre dans la rue, rendre visite aux gens, s'adresser à eux... C'est alors qu'on se rend compte que les gens sont heureux de connaître le PTB et veulent contribuer à réaliser son programme. (*Photo Solidaire, Han Soete*)

Envoyez vos lettres à Solidaire, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit d'abréger les lettres.

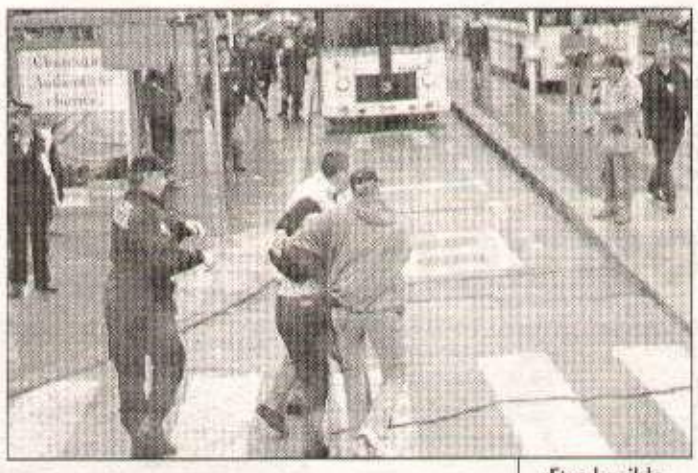
Les Serbes!

Les Serbes sont fourbes et cruels,
depuis toujours, c'est bien connu!
Leurs obus massacrent aveuglément femmes et enfants
et leurs tirs n'atteignent que des populations civiles,
d'ailleurs c'est calculé...
Les balles croates sont munies de têtes chercheuses
leurs obus et leurs roquettes ne manquent jamais leur cible
et évitent soigneusement les bébés,
les femmes enceintes et les vieillards.
Ce sont des armes intelligentes!
Fournies par l'Occident,
qui travaille pour la paix!
Chaque Serbe tué est un fourbe de moins!
Les Serbes sont des tortionnaires,
ils ont entassé des civils dans des camps
qui sont de vrais camps de concentration!
Alors que les camps croates, bosniaques, musulmans
sont de simples camps de vacances...
Et si on y met des réfugiés serbes, c'est pour leur bien...
Mais les Serbes ne sont que des ingrats.
De plus les Serbes sont des violeurs!
(Soyons honnêtes et reconnaissons
que les Croates violent, eux aussi, de temps en temps;
c'est normal en temps de guerre...)
Oui, c'est comme ça,
les Serbes sont des violeurs, des tortionnaires, des bêtes sadiques,
car ils sont fourbes, cruels, et de surcroît, arriérés...
Ils n'ont pas d'industrie, eux!
Ils n'ont pas de commerce florissant!
Ils n'ont ni ports maritimes, ni plages, ni stations balnéaires,
ni casinos, ni grandes surfaces...
Ce ne sont que de pauvres paysans stupides et bornés.
Un Serbe sur deux est communiste, donc capable du pire;
un sur quatre est fasciste, ce qui revient au même;
ce qui explique que les Serbes votent mal.
Hitler l'avait d'ailleurs bien dit.
Ah! Si on l'avait écouté,
si l'on avait écouté Ante Pavélitch,
grâce à la solution finale du problème serbe,
il n'y aurait jamais eu ce guêpier ex-yougoslave
et la nouvelle Yougoslavie, bien propre,
n'aurait même pas dû changer de nom!

Donc, retenez bien la leçon,
les Serbes sont seuls coupables de n'avoir
pas compris
dans les délais impartis
les consignes impératives
du Nouvel Ordre Mondial:
à savoir que la Yougoslavie
n'avait plus de raison d'être,
n'existait plus et, en outre,
n'avait jamais existé

Vous voulez la paix et la sécurité?
Alors, flinguez-vous les uns les autres
Et flinguez votre prochain comme vous-même
Efficace... et définitif!

Bernard Godefroid



«Être la cible des appareils de défense du pouvoir capitaliste...» *(Photo Solidaire, Antonio Gomez Garcia)*

Lettre ouverte à Clinton et à tous les dirigeants U.S,

d'un citoyen Belge (et de l'Alliance, malgré lui!)

Je suis profondément indigné, mais pas surpris, de voir que tous les dirigeants de l'Alliance ont refusé l'opportunité d'essayer de rétablir la paix au Kosovo, sous prétexte que Milosevic ne respecte pas les traités. S'il est vrai que Milosevic mérite d'être jugé pour crime de guerre, tous ceux qui ont voté une intervention militaire, méritent triplement le même jugement: pour avoir violé les lois internationales; pour avoir bombardé des civils; pour avoir chassé de chez eux les Albanais en bombardant, provoquant ainsi un véritable exode; pour avoir armé l'UCK et financé le soulèvement populaire, comme ce fut le cas en Slovénie, Bosnie et Croatie; pour avoir soutenu une armée illégale de mercenaires au sein d'un pays voisin dans un but politico-économique.

Pour autant que je puisse en juger, il n'y a pas un président des USA qui ait tenu ses promesses ou respecté un traité depuis les guerres américano-indiennes. Dans les déclarations de Bill Clinton, il y a des paroles dont il ignore le sens et qui, placées dans sa bouche, me font rire. Paix!, par exemple. Nous savons tous qu'ils aiment faire la guerre, mais de préférence chez les autres. Démocratie et liberté! Nous en avons un parfait exemple récent, puisque nous ne sommes même pas libres d'acheter nos bananes où nous voulons, ni libre de nous exprimer publiquement pour la paix sans subir d'interdiction musclée, alors qu'il est permis de faire de la propagande médiatique pour l'enrôlement de mercenaires pour l'UCK! Humanité! Venant de ceux qui ont fait les plus grands génocides de tous les temps, en massacrant et éradiquant les Indiens d'Amérique.

Quand va-t-on cesser de nous prendre pour des imbéciles? Car s'ils arrivent à leurs fins, c'est à dire avoir main mise dans les Balkans et les anciens blocs de l'Est, et que les grosses multinationales délocalisent, comme Renault, alors bonjour le chômage...

Pour conclure, je me pose la question de savoir de quel droit on se permet de dire qui sont les bons ou les méchants et surtout quels sont les critères qu'il faut remplir pour être élu parmi les bons, si ce n'est le fait d'être du côté du plus fort économiquement ou militairement?

Michel A., Bruxelles

Sur la bonne voie

J'ai appris que le PTB s'était fait cogner par les flics à la manif du 3 avril. Soyez sûrs que vous avez le soutien des camarades en France qui partagent votre analyse sur l'agression fasciste en Yougoslavie, continuation de ce qui a débuté en 1991.

Comme chez nous il n'y a pas d'organisation marxiste-léniniste constituée, c'est la grosse salade dans les cerveaux, matraqués par les médias anticommunistes depuis 1945. Et la capitulation du P.C.F. Toute la soi-disant 'gauche' se retrouve antiserbe à quelques nuances près. Le fait que le PTB soit la cible des appareils de défense du pouvoir capitaliste prouve que vous êtes sur la bonne voie.

Gilbert D.,
Treguennec, France

MOTS CROISÉS

Horizontalement

1. Un chef d'état-major belge qui veut casser du civil en Serbie. A la fête du 1er Mai, la plus belle sera primée. 2. Me rendrai. Appréhendés. Pronom. 3. Entre trois et quatre. Se berlure. Porte dérobée. 4. Pour appeler. Liste de Roberto. On y reste en plan. 5. Artère. Auteur anonyme. Démonstratif. 6. Prêt. Sorti. Travaille sur le billard. 7. Consigner officiellement. Affluent de la Loire. Pronom. 8. Espion de Louis XV. Début d'alerte. Avant midi. Esprit. 9. Langue de vieux poète. Ecorce de chêne. Semis. 10. Le PTB s'y lance. Motor Ship. 11. Mises au diamètre voulu. Groupe tsigane qu'on verra à la fête du 1er Mai. 12. Interjection. En Ré. Douleur. Puits naturel. 13. Vieille bête. Président du Nouveau Parti Communiste Yougoslave. 14. Sigle pour building bruxellois. Succède. Possessif. Le début de la soumission. 15. Met en valeur des jambes écossaises. Cuba. La bête noire du chômeur.

Verticalement

1. Aura son festival à la fête du 1er Mai. Arme de l'Otan sur le sentier de la guerre. 2. Lac américain. Fleuve côtier. Mille-pattes. Titane. 3. Roulement. Elément de lotissement. Univ francophone. 4. Sa ligne est dangereuse. Opposition. Vieil empereur. 5. Ville de Gueldre. Complètes. 6. Journal congolais qui a publié une interview de Ludo Martens (2 mots accolés). Habitants. Sigle belliqueux. 7. Volcan des régions froides. Baudets. Renferme des éléments censés faire un tout. 8. Fin de verbe. Ile balte. Teigne. 9. Rassasié. Vieille ville. Truquât des dés. 10. L'heure des braves. Un vieux bonze qui a une mémoire des plus sélectives. 11. Nouvel an oriental. Opéra de Bellini. Drame japonais. 12. Fils de Jacob. Saint pyrénéen. Pays. 13. Elégant. Petit patron. A ce train-là, ça va très vite. 14. Avec elle, on risque de découvrir l'oiseau rare. Misère populaire. 15. Amant de Didon. Pronom. Quate-part.

Solution n°16

D	O	P	A	G	E	*	G	E	N	D	A	R	M	E
E	P	I	E	R	*	P	A	R	I	E	R	*	A	T
H	A	*	R	E	B	E	C	S	*	P	O	L	I	E
O	*	S	E	V	E	S	O	*	A	R	M	E	N	T
U	S	U	R	E	*	A	M	I	N	E	E	*	M	E
S	E	T	*	D	A	N	S	E	N	T	*	O	I	E
S	O	U	V	E	N	T	*	L	E	R	I	N	S	*
E	*	R	A	L	E	*	A	G	E	E	S	*	E	M
*	S	E	R	A	*	S	U	A	S	*	O	S	*	A
A	U	*	A	F	I	N	*	V	*	B	L	A	N	C
G	R	E	N	A	T	*	C	A	R	R	E	*	O	H
A	M	R	*	I	E	N	A	*	E	U	*	N	E	E
L	E	*	E	M	M	A	B	O	N	I	N	O	*	T
E	N	T	A	*	S	I	L	L	O	N	N	E	N	T
V	E	L	U	E	*	N	E	T	*	E	O	L	I	E

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une grande partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvement révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accentue. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Kroucktchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien: 001-1151486-75 • PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Snaggaardstraat 3, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M.Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)320 85 20 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent 1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Vijverstraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)227 99 52. • **Lommel.** Lepelstraat 77 3920 Lommel (011)54 10 75. • **Louvain.** C. Meunierstraat 55, 3000 Leuven (016) 22 60 26. • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Molenbeek.** Rue Ransfort 70, 1080 Molenbeek (02)411.11.03 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schoerbeek.** *La Cité* Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)385 02 42 • **St.Amandsberg.** Halvemaanstraat 7, 9040 St.Amandsberg **(09)259 10 55** • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44.

Magasins où solidaire est vendu

Bruxelles: *Librairie Internationale*, Bd M.Lemonnier 171 • **Lessines:** *Press Shop*, Grand Rue 55 • **Namur:** *Librairie Papyrus*, Rue Bas de la Place 28 • **Paris 5e:** *Librairie Le Point du Jour*, Rue Gay Lussac 58.

solidaire

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles
Tél. **02/513.66.26** • Fax: **02/513.98.31**
E-Mail: **solidaire@ptb.be**
Internet: **www.ptb.be/Solidaire.htm**
Rédacteur en chef: **Herwig Lerouge**
Éd. resp.: Marie-Rose Eliglus, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Tarifs des abonnements

	1 an	6 mois	3mois
Belgique:	1600 BEF	850 BEF	425 BEF
	39,66 €	21,07 €	10,54 €
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 BEF	650 BEF	325 BEF
	29,75 €	16,11 €	8,06 €
Soutien	3000 BEF	1500 BEF	750 BEF
	74,37 €	37,18 €	18,59 €
Europe (UE):	2900 BEF	1550 BEF	800 BEF
	71,89 €	38,42 €	19,83 €
En dehors de l'EU:	3100 BEF	1650 BEF	850 BEF
	76,85 €	40,90 €	21,07 €
Sous enveloppe:	+200 BEF	+100 BEF	+50 BEF
	4,96 €	2,48 €	1,24 €

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.
Belgique: compte en banque 001-0728997-21
Etranger: compte chèque postal 000-1666959-14
Paiement avec carte de crédit, VISA, MasterCard ou American Express envoi message avec carte n°, date d'expiration et signature.

BON 1276
pour 5 numéros de solidaire gratuits
Renvoyez ce bon à **Solidaire • Promotion**, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Nom & Prénom:
Adresse:
Code postal: **Commune:**
Tél.: **Age:**
Entreprise / Ecole:

❑ Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement
❑ Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Pour vous tenir au courant de nos publications et activités, vos données seront reprises dans une banque de données. La responsable du fichier est Marie-Rose Eliglus, 171 bd M.Lemonnier, 1000 Bruxelles.

Une famille de cinq enfants sans revenus depuis huit mois

La Clé oblige l'Onem à revoir sa position

«Jamais nous ne nous sommes découragés. C'est seulement ensemble qu'on peut agir contre ce système. L'action d'aujourd'hui le prouve.» C'est ce qu'explique Aziz Mutlu, soulagé, après une heure et demie de négociations à l'Onem.

HILDE MEESTERS

Yagniz Akinci et Aziz Mutlu ont à nouveau des revenus. Et à La Clé, ils ont trouvé des amis avec qui ils veulent lutter contre l'injustice. *(Photo Solidaire)*

Yagniz Akinci et Aziz Mutlu sont patients de Claire Geraets, docteur à La Clé (Médecine pour le Peuple-Schaerbeek). La famille a des triplés de deux ans et deux autres enfants. Leur calvaire commence quand Aziz tombe d'une échelle au travail et se retrouve en incapacité de travailler. En septembre, un litige surgit et la mutuelle ne veut plus le payer. Le 11 septembre, Aziz s'inscrit à l'Onem qui doit payer une allocation jusqu'à ce que l'affaire soit tranchée. Mais l'Onem refuse parce qu'Aziz n'a pas reçu de C4 de son ancien patron. Le seul revenu de la famille est à ce moment-là l'allocation de Yagniz, un peu plus de 10.000 FB par mois. Yagniz tente alors de devenir chef de ménage mais, lui dit l'Onem, *«ce serait une fausse déclaration car votre mari est au chômage.»*

En janvier, c'est le bouquet: parce qu'Aziz ne peut présenter d'attestation de revenus, la caisse d'allocations familiales ne le considère plus comme ayant-droit. La famille perd aussi les allocations familiales!

Depuis septembre, Yagniz court d'une administration à l'autre. Le docteur Claire Geraets l'aide autant que possible et l'avocate Fatiha Dahmani prend l'affaire en mains. Mais rien ne bouge.

Aziz me dit: *«Nous, les immigrés, nous sommes venus ici pour faire les sales besognes, nous avons construit tant de choses. Et quand on est malade ou qu'on n'a plus besoin de nous, on nous jette comme des ordures! Y a-t-il quelqu'un qui comprenne dans quelle situation nous sommes avec nos enfants? Que pouvons-nous faire avec 10.000 FB par mois? Nous devons faire quelque chose!»*

Furieux contre ce système

Nous ne pouvons pas laisser anéantir Yagniz et sa famille sans réagir. Nous discutons de l'affaire dans la cellule PTB de La Clé. *«Une action ne risque-t-elle pas de nous causer encore plus de problèmes?»*, demande Yagniz. Mais Claire la convainc: *«Qu'avez-vous encore à perdre? Nous exigeons seulement ce à quoi vous avez droit. Du reste, cette action n'est pas seulement importante pour vous. Ces derniers temps, l'Onem a suspendu près de 15.000 personnes!»*

Le 22 avril, la famille Mutlu, le docteur Claire, l'avocate Fatiha et quinze patients se rendent à l'Onem. La presse est présente. C'est le jour de fermeture, mais un responsable semble disposé à recevoir immédiatement la famille, avec Fatiha et Claire. Après plus d'une heure, ils ressortent. Manifestement soulagés. L'affaire est mise en ordre cette semaine encore. Un inspecteur social passe chez l'ancien patron, tous les papiers sont rassemblés et le fonctionnaire de l'Onem promet de s'occuper personnellement du dossier.

Pourquoi ne pouvait-on pas faire tout cela plus tôt? La famille Mutlu vit depuis près de huit mois dans une situation intenable. Yagniz: *«J'ai demandé si souvent à rencontrer un responsable, j'ai envoyé tant de lettres, même des recommandés, jamais on n'a voulu me recevoir.»*

Yagniz, qui a la nationalité belge, a décidé d'être candidate sur les listes PTB-UA, tout comme Claire Geraets et Fatiha Dahmani. Pour imposer le changement!

▼ La Clé a réalisé une vidéo de l'action. En turc, arabe et français, Yagniz, Fatiha et Claire racontent pourquoi elles sont candidates PTB. A commander au PTB-Brabant, 02/513.77.60. (100 FB)

COUPURES DE PRESSE

Le site Internet du PTB parmi les meilleurs

«Au grand dam de ceux qui l'envient: un excellent travail, même s'il vient de la petite gauche. Beaucoup d'actualité, d'informations contextuelles, de dossiers et un choix à gauche». C'est ainsi que l'hebdomadaire *Knack* juge le site du PTB dans son supplément de la semaine passée intitulé 'Les 1.000 meilleures adresses d'Internet'. Sous la rubrique 'partis politiques', l'hebdomadaire en commente trois, dont http://www.ptb.be. A vos ordinateurs! (*Knack*, 20 avril)

Pas un chat au PS, la file chez MML

«Du côté du stand du Mouvement marxiste léniniste, très actif sur le campus (de Louvain-la-Neuve), on s'intéresse plutôt aux grandes causes qu'aux choses de la vie. Ici, on parle Otan, Kosovo, procès D'Orazio. Chez le voisin PS, par contre... pas un chat.»
D'après *Le Soir*, le responsable du stand PS ne perd pas courage pour autant: *«Les étudiants préfèrent les libéraux, Ecolo ou la démagogie du PTB. Ce n'est que plus tard qu'ils viennent au PS.»* (*Le Soir*, 23 avril 1999)

Le PS trahit ses promesses électorales... avant les élections

«Le SP sauve la sécurité sociale», tel était le slogan du SP lors des dernières élections. La réalité: démantèlement de la Sécu. Mais il y a mieux: *«Le PS vient de voter contre son propre programme électoral»*. Dans son programme, il se prononçait notamment pour la suppression de la règle des doubles bisseurs. Françoise Dupuis a déposé une proposition de décret dans ce sens. Mais les bonzes PSC et PS ne l'entendaient pas ainsi. Ils ont contraint Dupuis à retirer sa proposition. Trahir ses promesses après les élections, on y était habitué. Mais *«voter contre son propre programme ne semble pas être un coup électoral particulièrement réussi»*, estime *Le Soir*. (*Le Soir*, 21 avril 99)

Steve Stevaert presque mort de stupeur

Sur Internet, on trouve de nombreux jeux. L'un d'entre eux consiste à répondre à quelques questions, après quoi, l'ordinateur vous dit pour qui voter. Steve Stevaert (ministre SP de l'urbanisme, des travaux publics et des transports) s'est prêté au jeu. Conclusion: avec de telles idées, vous devez voter Agalev le 13 juin. En deuxième choix: PTB. En troisième: Volksunie. Le ministre en a été tout secoué. *«Ecolo, c'est juste. Et Flamand, Van den Brande en sera content. Je suis aussi de gauche, mais je n'ai absolument rien à voir avec ces extrémistes intolérants du PTB!»* Telle a été la réaction de 'Steve Bulldozer' qui n'a pas le moindre problème avec la nouvelle résolution nationaliste approuvée par le Vlaamse Raad sous les applaudissements du Blok, ni avec les positions pro-Otan de son parti. (*Het Laatste Nieuws*, 21 avril 99)

LE MENTEUR DE LA SEMAINE

Clinton: *«Le massacre à l'école est l'affaire des parents»*

Le drame de Columbine High School, où deux jeunes d'extrême-droite ont assassiné 13 étudiants et blessé 28 autres, révèle, selon Clinton, *«la responsabilité énorme des parents qui doivent apprendre à leurs enfants à résoudre des conflits sans recourir à la violence.»* C'est sur cette réaction du président américain que le journal télévisé de la VRT clôturait le sujet. Autre sujet: *«La nuit passée, l'Otan a bombardé le bâtiment qui abrite le parti de Milosevic au centre de Belgrade.»*
La déclaration du Pentagone lorsque l'Otan a détruit la villa de Milosevic est tout aussi choquante: *«Milosevic n'était pas la cible de l'Otan.»* Conclusion: si le président yougoslave avait quand même été tué, le Pentagone aurait qualifié cela d' 'accident', ou encore de 'dommage collatéral'.

LE HEROS DE LA SEMAINE

Le journaliste de la BBC qui veut informer correctement

Le correspondant de la BBC à Belgrade, John Simpson, a été accusé par le gouvernement Blair (social-démocrate) de répandre de la propagande pro-serbe. Le *Times* du 16 avril rapporte que, selon les autorités, Simpson reproduit trop souvent des déclarations serbes. Il aurait aussi diffusé des informations simplificatrices en affirmant qu'après les violents bombardements de l'Otan, tout le peuple était uni derrière Milosevic.

Auparavant, le gouvernement britannique s'était déjà montré mécontent de la manière dont la BBC avait couvert la guerre contre l'Irak. La BBC a réagi: *«Il est essentiel que le public puisse avoir une description véridique de l'atmosphère régnant à Belgrade, et pas simplement ce que les gouvernements de l'Otan veulent entendre.»*

▲ Profits en hausse

✓ Le société allemande de télécommunications Deutsche Telekom a racheté la société italienne Telecom Italia pour un montant de 3.352 milliards FB, environ un tiers du PNB belge. Les deux sociétés réalisent ensemble un chiffre d'affaires de 2.361 milliards et emploient 306.000 personnes.

✓ La compagnie pétrolière française Elf veut améliorer ses performances en licenciant 2.000 de ses 10.000 ouvriers de par le monde. En France, 47% du personnel (1.320 personnes) perdra son emploi.

✓ La reprise de Verlipack-Mol est décidée: la nouvelle société garde 90 des 250 ouvriers, sans délégués. Leur salaire diminuera de 50 à 100 FB de l'heure et ils devront accepter un système inhumain d'horaires continus.

▼ Emploi en baisse